



# Communiqué

Le 15 février 2013

## **TELUS communique ses résultats du quatrième trimestre 2012 et annonce ses objectifs financiers pour 2013**

*Forte croissance des produits et du BAIIA grâce à la contribution des services mobiles ainsi que des services filaires*

*Hausses de 17 % du BPA et de 29 % des flux de trésorerie disponibles*

*Objectifs de croissance pour 2013 : hausse des produits de 6 %, hausse du BAIIA de 8 % et hausse du BPA de 14 %*

*Annonce d'un programme de bonification du bénéfice jusqu'en 2015*

**Vancouver, C.-B.** – TELUS Corporation a déclaré pour le quatrième trimestre de 2012 des produits de 2,85 G\$, en hausse de 6 %, et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA) de 947 M\$, en hausse de plus de 8 %. Le bénéfice par action (BPA) a progressé de 17 % et atteint 0,89 \$.

La croissance des produits consolidés a été générée par une augmentation de 8 % des produits tirés des services mobiles, en raison de la croissance soutenue du nombre d'abonnés et des produits moyens par appareil d'abonné (PMAA) tirés de la transmission de données, ainsi que par une hausse de 13 % des produits tirés des services de transmission des données du secteur filaire. La croissance du BAIIA consolidé découle principalement de la hausse du BAIIA du secteur des services mobiles attribuable à la croissance des produits et à des marges plus élevées.

TELUS a terminé l'exercice avec 13,1 millions de connexions clients, après un ajout de 132 000 connexions au dernier trimestre de l'exercice. Pendant le trimestre, TELUS a compté 123 000 nouveaux clients des services postpayés mobiles, 41 000 nouveaux abonnés au service de télévision et 23 000 nouveaux clients du service Internet haute vitesse. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par la perte de clients des services mobiles prépayés, de lignes téléphoniques et de lignes d'accès commuté à Internet. Les services mobiles de TELUS comptent en tout 7,7 millions d'abonnés, soit 4,5 % de plus en glissement annuel, le nombre d'abonnés à TELUS TV s'établit à 678 000, un bond de 33 %, et le nombre de clients du service Internet haute vitesse a progressé de près de 7 % et a atteint 1,3 million.

Au quatrième trimestre, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 29 % par rapport au dernier exercice et atteignent 263 M\$, ce qui est essentiellement le fait de la hausse du BAIIA. Pour l'exercice, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 34 %, se chiffrant à 1,3 G\$.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audité)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation en %
	2012	2011	
Produits opérationnels	2 851	2 690	6,0
Charges opérationnelles avant amortissements	1 904	1 816	4,8
BAIIA <sup>(1)</sup>	947	874	8,4
Bénéfice net <sup>(2)</sup>	291	237	22,8
Bénéfice par action (BPA), de base <sup>(2)</sup>	0,89	0,76	17,1
Dépenses d'investissement	521	512	1,8
Flux de trésorerie disponibles <sup>(3)</sup>	263	204	28,9
Total des connexions clients <sup>(4)</sup>	13,1	12,7	3,0

(1) Pour obtenir la définition de ce terme, se reporter à la rubrique 7.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre de 2012.

(2) Le bénéfice net et le BPA des quatrième trimestres de 2012 et de 2011 incluent des ajustements favorables liés à l'impôt sur le bénéfice de 10 M\$ ou de 0,03 \$ par action.

(3) Pour obtenir une définition de cette mesure, se reporter à la rubrique 7.2 du Rapport de gestion du quatrième trimestre de 2012.

(4) Somme des abonnés aux services mobiles, des lignes d'accès au réseau, du nombre total d'abonnés à Internet et des abonnés à TELUS TV (service de télévision sur IP et par satellite).

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a déclaré : « L'année 2012 a été exceptionnelle pour TELUS, grâce à notre stratégie à long terme qui consiste à investir dans les technologies de transmission de données à large bande ainsi que dans les services et les applications en lien avec nos activités principales. C'est ce que nous avons fait, tout en nous efforçant inlassablement d'accorder la priorité absolue à nos clients dans chaque aspect de nos activités. Ainsi, en 2012, les services Télé Optik, Internet haute vitesse et mobiles de TELUS ont cumulé 385 000 nouvelles connexions clients. Fait important à souligner, nos clients restent avec nous plus longtemps, ce que démontre le taux de désabonnement mensuel de nos services mobiles postpayés qui, à 1,12 %, est le meilleur de l'industrie. Cette performance opérationnelle s'est traduite au quatrième trimestre par d'excellents résultats financiers, comme en témoignent la croissance de 22 % des produits tirés des services mobiles de transmission de données et la hausse de 13 % des produits liés aux services filaires de transmission de données. Ces résultats ont contribué à la progression de 8 % du BAIIA consolidé, à l'augmentation de 23 % du bénéfice net et à la progression de 29 % des flux de trésorerie disponibles, qui atteignent 263 M\$. Nous sommes fermement convaincus que TELUS continuera de tirer parti de cet extraordinaire élan en 2013 et au cours des années suivantes. »

M. Entwistle a ajouté : « L'efficacité opérationnelle est un mode de vie permanent de l'organisation de TELUS, rendu nécessaire par l'intensité de la concurrence dans notre industrie et la pression sur la marge des activités existantes. En conséquence, nous mettons en œuvre un programme de bonification du bénéfice au cours des 36 prochains mois afin de soutenir une amélioration de 250 millions de dollars du BAIIA annuel d'ici 2015. Cette volonté se reflète dans l'augmentation de 56 % de nos coûts de restructuration de 75 M\$ prévus pour 2013, de même que dans nos objectifs pour 2013, qui comprennent une nette amélioration de la tendance du BAIIA de notre secteur des services filaires en 2013. »

« Nos solides flux de trésorerie et la cible proposée pour l'accroissement du bénéfice en 2013 cadrent bien avec notre modèle prévoyant une augmentation de 10 % du dividende sur trois ans pour nos actionnaires, ce que nous sommes clairement en train de réaliser par des hausses constantes de notre dividende semestriel. J'ai hâte à l'assemblée générale annuelle, en mai, où j'aurai l'occasion de fournir une mise à jour aux investisseurs concernant notre modèle

d'augmentation du dividende pour les trois prochaines années et nos intentions à l'égard du programme pluriannuel de rachat d'actions », a souligné M. Entwistle.

M. Entwistle a poursuivi en ces termes : « Je tiens à remercier sincèrement nos fidèles actionnaires qui, en très grande majorité, ont appuyé notre fructueux échange d'actions. Les actionnaires de TELUS bénéficient désormais de la liquidité accrue et de la plus grande négociabilité de nos 326 millions d'actions ordinaires, celles-ci étant maintenant, et pour la première fois, inscrites à la Bourse de New York. »

John Gossling, vice-président à la direction et chef des finances de TELUS, a déclaré : « Les objectifs pour 2013 que nous avons annoncés aujourd'hui prévoient une croissance d'environ 5 % des produits et du BAIIA, qui se traduit par une progression du BPA pouvant atteindre 14 %. Cela est rendu possible par l'accroissement planifié de notre BAIIA - non seulement dans le secteur des services mobiles, mais également dans celui des services filaires -, que les importants investissements stratégiques en cours dans les réseaux et les technologies, ainsi que la place importante que nous continuons d'accorder aux initiatives d'efficacité opérationnelle, nous permettront de réaliser plus facilement. »

M. Gossling a ajouté : « La preuve de la vigueur financière de TELUS a été donnée en décembre au moment de l'émission d'une valeur de 500 M\$ en billets à échéance de 10 ans assortis d'un très intéressant taux de 3,35 %, ce que nous devons à nos solides cotes de crédit, à notre bonne position de liquidité et à notre bilan sain. Grâce à nos liquidités disponibles de 1,9 G\$, nous sommes particulièrement bien placés pour respecter l'échéance de notre modeste dette de 300 M\$ en 2013 et pour participer aux prochaines enchères de licences de spectre concernant les bandes de fréquence de 700 MHz. »

*Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et rendements financiers et opérationnels de TELUS qui sont de nature prospective. Ces énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle pose des hypothèses et formule des prévisions et sont assujettis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujetti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses pour les objectifs annuels de 2013, les hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2013 et les objectifs sur trois ans du chef de la direction en ce qui concerne la croissance du BPA et des flux de trésorerie disponibles jusqu'en 2013, exception faite des coûts liés à l'acquisition du spectre), des qualifications et des facteurs de risque mentionnés dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles du quatrième trimestre, jointe au présent document, et dans le rapport de gestion des autres rapports trimestriels de 2012 et du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de 2011, ainsi que dans les autres documents d'information publiés par TELUS et les documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à [sedar.com](http://sedar.com)) et des États-Unis (sur EDGAR à [sec.gov](http://sec.gov)). En outre, il ne peut y avoir d'assurance que la Société procédera à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à son appréciation, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.*

## FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

### Services mobiles de TELUS

- Les produits externes tirés des services mobiles ont augmenté de 109 M\$, ou 7,7 %, et atteint plus de 1,5 G\$ au quatrième trimestre de 2012, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression découle de la croissance continue du nombre d'abonnés et des produits moyens par appareil d'abonné (PMAA).
- Les produits tirés des services de transmission des données ont augmenté de 104 M\$, ou 22 %, et totalisé 570 M\$, ce qui constitue 41 % des produits tirés des réseaux. Les PMAA tirés des services de transmission de données ont progressé de 3,64 \$, ou 17 %, et se sont chiffrés à 25,29 \$. Ces hausses sont attribuables à l'adoption toujours forte des téléphones intelligents et des applications ainsi que des forfaits de données connexes, à l'augmentation des volumes liés aux services d'itinérance, à la progression des produits tirés des services de messagerie textuelle ainsi qu'à la croissance des appareils Internet mobiles et des tablettes.
- Les PMAA combinés ont augmenté de 1,87 \$ ou de 3,2 % et se sont chiffrés à 60,95 \$, la croissance des PMAA tirés des services de transmission des données ayant plus que contrebalancé un recul modéré de 4,7 % des PMAA générés par les services de transmission de la voix. Il s'agit du neuvième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel des PMAA combinés.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a chuté de 11 points de base en glissement annuel, se fixant à 1,12 %, tandis que le taux de désabonnement combiné a reculé de 16 points de base, se fixant à 1,51 %. Il s'agit du niveau de désabonnement le plus bas pour un quatrième trimestre en six ans, ce qui est attribuable à l'efficacité du programme de marketing et de services « Les clients d'abord », à des investissements efficaces dans la fidélisation ainsi qu'au taux de désabonnement plus faible associé aux téléphones intelligents.
- Il y a eu au total 112 000 ajouts nets d'abonnés aux services mobiles, soit 17 000 de moins en glissement annuel, alors que les ajouts nets de 123 000 abonnés aux services postpayés ont été contrebalancés par une perte de 11 000 abonnés aux services prépayés, lesquels génèrent des PMAA moins élevés. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés, qui ont reculé de 17 % par rapport à l'exercice précédent, ont été influencés par des ajouts bruts plus faibles, contrebalancés en partie par un taux de désabonnement plus bas.
- Le nombre total d'abonnés aux services mobiles s'est établi à 7,67 millions, en hausse de 4,5 % par rapport au dernier exercice, et la proportion d'abonnés aux services postpayés à valeur élevée a augmenté à 85 %. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentent maintenant 66 % des abonnés aux services postpayés de TELUS, une hausse par rapport à 53 % au dernier exercice.
- Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est élevé à 569 M\$, une hausse de 69 M\$, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, attribuable à la forte croissance des produits tirés des services de réseau et aux mesures de contrôle des coûts. La marge du BAIIA de 36,9 % a progressé de 2,0 points. Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) affichent une augmentation de 46 M\$, ou 14 %, et se sont établis à 378 M\$ pour le trimestre. La croissance du BAIIA a été partiellement annulée par des dépenses d'investissement accrues liées aux investissements en cours dans la capacité et la couverture du réseau 4G de TELUS.

### Services filaires de TELUS

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 52 M\$, ou 4,1 %, et se sont chiffrés à plus de 1,3 G\$ au quatrième trimestre de 2012, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance découle de la hausse des produits tirés des services de transmission des données et de l'équipement, laquelle a été partiellement annulée par un recul modéré des produits tirés des services de transmission de la voix traditionnels et d'autres produits.

- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont progressé de 90 M\$, ou 13 %, ce qui s'explique essentiellement par la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV ainsi que des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, par les hausses de tarifs d'abonnement à TELUS TV et à Internet haute vitesse ainsi que par l'augmentation des ventes d'équipement de transmission de données aux entreprises.
- Les ajouts d'abonnés aux services de télévision – à la fois à Télé Optik sur IP et à TELUS TV par satellite -, soit 41 000, représentent 15 000 abonnés de moins que pour le trimestre correspondant du dernier exercice, alors que la baisse des ajouts bruts a été annulée en partie par une amélioration importante du taux de désabonnement. Le nombre total d'abonnés au service TELUS TV, soit 678 000, a progressé de 33 % ou 169 000 en glissement annuel.
- Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, soit 23 000, ont été stables en glissement annuel, ce qui s'explique par le succès des promotions et par l'incidence positive des ventes du service Télé Optik. Le service haute vitesse de TELUS compte 1,3 million d'abonnés, soit 84 000, ou 6,8 %, de plus qu'au dernier exercice.
- Le nombre total de lignes d'accès au réseau a reculé de 5,2 % par rapport à l'exercice précédent et s'est situé à 3,4 millions. Le nombre de lignes résidentielles est en baisse de 7,7 % en glissement annuel, en raison de la concurrence soutenue et du remplacement par les services mobiles et Internet. Les lignes d'affaires sont en baisse 7 000 pour le trimestre et de 39 000 pour l'exercice, en raison de la concurrence soutenue sur le plan des tarifs au sein du marché des petites et moyennes entreprises ainsi que de l'adoption de services IP par les clients.
- Le BAIIA tiré des services filaires s'est fixé à 378 M\$, une hausse de 4 M\$, ou 1,1 %, attribuable à l'amélioration des marges de Télé Optik et d'Internet résultant des hausses de tarif, d'une baisse des coûts d'acquisition d'abonnés et de la croissance du nombre d'abonnés. En deux exercices, il s'agit de la première hausse d'un trimestre à l'autre.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) ont augmenté de 18 M\$, ou 60 %, se fixant à 48 M\$ pour le trimestre, en raison d'une baisse des dépenses d'investissement et d'une hausse du BAIIA.

## **TELUS établit des objectifs financiers pour 2013 et un nouveau ratio dividendes/bénéfices**

TELUS a annoncé aujourd'hui des objectifs financiers pour 2013 qui reflètent la poursuite de sa fructueuse stratégie nationale de croissance, une stratégie de longue date axée sur le sans-fil et les données.

Les objectifs de TELUS pour 2013 reposent sur les solides résultats réalisés dans les secteurs des services mobiles et filaires en 2012, y compris la robuste croissance à deux chiffres du revenu des services de transmission de données dans les deux segments d'exploitation de l'entreprise. TELUS prévoit générer une croissance future grâce aux nouveaux abonnés nets au service mobile combinés à l'adoption du téléphone intelligent et au remplacement d'appareils, à la croissance continue du nombre d'abonnés à Télé Optik et à Internet à haute vitesse, tout en supposant une croissance du PMAA dans l'ensemble de ces services.

Ces objectifs démontrent les avantages des grands investissements stratégiques que réalise actuellement la société dans les réseaux et les services, combinés à une exécution opérationnelle axée sur le client, qui se sont soldés par une croissance des produits et de la rentabilité et par de robustes flux de trésorerie disponibles.

Les objectifs de 2013 et les résultats comparatifs de 2012 sont présentés sur la base de la norme comptable IAS 19, Avantages du personnel (modifiée en 2011), qui entre en vigueur en 2013. On peut consulter les objectifs présentés avant l'application d'IAS 19 à la section 1.4 du rapport de gestion ci-après.

Après l'application d'IAS 19	Objectifs de 2013	Résultats rajustés de 2012	Croissance
<b>Chiffres consolidés</b>			
Produits	11,4 G\$ à 11,6 G\$	10,921 G\$	4 à 6 %
BAIIA <sup>(1)(2)</sup>	3,95 G\$ à 4,15 G\$	3,859 G\$	2 à 8 %
Bénéfice par action (reporté) <sup>(2)</sup>	3,80 \$ à 4,20 \$	3,69 \$	3 à 14 %
Dépenses d'investissement, sauf les paiements liés à l'achat du spectre <sup>(3)</sup>	Environ 1,95 G\$	1,981 G\$	-
<b>Secteur des services mobiles</b>			
Produits (externes)	6,2 G\$ à 6,3 G\$	5,845 G\$	6 à 8 %
BAIIA <sup>(2)</sup>	2,575 G\$ à 2,675 G\$	2,458 G\$	5 à 9 %
<b>Secteur des services filaires</b>			
Produits (externes)	5,2 G\$ à 5,3 G\$	5,076 G\$	2 à 4 %
BAIIA <sup>(2)</sup>	1,375 G\$ à 1,475 G\$	1,401 G\$	(2) à 5 %

- 1) Bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) après les coûts de restructuration. Les coûts de restructuration totaux sont estimés à environ 75 M\$ en 2013 (48 M\$ en 2012).
- 2) Les objectifs de 2013 et les données comparatives pour le BAIIA et le bénéfice par action de 2012 comprennent les effets de l'application de la norme comptable IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011).
- 3) L'objectif des dépenses d'investissement pour 2013 exclut les achats du spectre sans fil.

Pour 2013, TELUS a pour objectif une croissance consolidée des produits d'une année sur l'autre entre 4 et 6 %, tandis que le BAIIA ciblé est haussé de 2 à 8 %. Les produits et le BAIIA devraient bénéficier de la poursuite de la solide exécution des services mobiles et de transmission de données. Le bénéfice par action (BPA) devrait augmenter de 3 à 14 %, en raison de la croissance du BAIIA.

L'objectif relatif aux produits des services mobiles de TELUS est une hausse de 6 à 8 % en 2013, en raison de la croissance modérée du nombre d'abonnés et des PMAA. Le branchement devrait bénéficier d'un gain de pénétration de l'industrie canadienne du sans-fil similaire à celui de 2012, soit environ deux à trois points de pourcentage. TELUS devrait continuer de profiter de ses investissements dans le réseau 4G *long-term evolution* (LTE), qui entraîneront une croissance continue des produits tirés des services de transmission de données et des services d'itinérance et nous aideront à contrebalancer les baisses modérées des PMAA des services de transmission de la voix. Une hausse de 5 à 9 % du BAIIA du secteur des services mobiles est prévue.

Les produits du secteur des services filaires devraient augmenter de 2 à 4 % en 2013, en raison de la croissance soutenue des produits tirés des services de transmission de données, notamment les services de Télé Optik et Internet à haute vitesse, ainsi que des services pour les clients d'affaires, facteurs neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants. La fourchette du BAIIA des services filaires s'étend d'une hausse de 5 % à une baisse de 2 %. La société prévoit une amélioration des marges liées aux services Optik, aux ententes avec de grandes entreprises et aux initiatives en matière d'efficacité, qui sera neutralisée en partie par la tendance à la baisse continue, au sein de l'industrie, des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées. Il faut noter qu'avant l'application de la norme comptable modifiée IAS 19 (2011), le BAIIA prévu du secteur des services filaires pour 2013 était de 1,5 G\$ à 1,6 G\$, soit une hausse de 0 %

à 6 % comparativement au BAIIA de 1,5 G\$ déclaré pour 2012, lequel était inférieur de 5,5 % à celui de 2011.

Pour 2013, les dépenses d'investissement consolidées devraient s'établir de nouveau à environ 1,95 G\$, montant qui exclut les acquisitions de licences du spectre, notamment les coûts liés à l'acquisition de spectre dans la bande de 700 MHz dans le cadre des enchères nationales prévues pour le second semestre de 2013. La société prévoit continuer d'investir dans la capacité du réseau mobile et la croissance des réseaux, tandis que l'investissement dans le déploiement du réseau 4G LTE en milieu urbain devrait diminuer. TELUS a l'intention de poursuivre l'expansion de l'infrastructure à large bande et les mises à niveau à l'appui de la croissance du nombre d'abonnés à Télé Optik et à Internet à haute vitesse et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. En outre, la société compte mener à terme la construction du nouveau centre de données Internet évolué situé à Kamloops, en Colombie-Britannique. L'intensité du capital exprimée en pourcentage des produits consolidés devrait s'établir à 17 %, en baisse par rapport à 18 % au cours des trois derniers exercices.

Compte tenu de nos objectifs de 2013, les flux de trésorerie disponibles calculés, avant les dividendes et l'éventuel achat de spectre sans fil, se situent dans une fourchette de 1,2 G\$ à 1,4 G\$, ce qui est comparable au chiffre de 1,3 G\$ enregistré en 2012. La forte croissance du BAIIA est contrebalancée par une hausse des impôts en espèces, qui devraient se situer dans une fourchette de 390 M\$ à 440 M\$ (150 M\$ en 2012). Les impôts en espèces sont en hausse en raison de l'augmentation du revenu imposable; pour 2013, nous ne prévoyons aucun rajustement positif majeur comme ceux des années précédentes, par exemple le règlement de problèmes fiscaux d'années antérieures.

La divulgation qui précède concernant les objectifs financiers de TELUS pour 2013 et la divulgation suivante, qui porte sur la ligne directrice de TELUS concernant le ratio dividendes/bénéfices, contiennent des renseignements prospectifs et sont pleinement visées par la « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » au début du rapport de gestion pour le quatrième trimestre de 2012, joint à la présente; elles reposent sur les attentes et hypothèses de la direction, énoncées à la section 1.5, « Objectifs financiers et opérationnels pour 2013 », du même rapport de gestion.

### **Augmentation de la ligne directrice financière relative au ratio dividendes/bénéfices**

TELUS respecte un ensemble publié de politiques, de lignes directrices et d'objectifs financiers, y compris le maintien général d'au minimum 1 G\$ de liquidités inutilisées, le maintien d'un ratio de la dette nette au BAIIA (exclusion faite des coûts de restructuration) de 1,5 à 2,0 fois, et le respect d'une ligne directrice relative au ratio dividendes/bénéfices.

Le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 10 points de pourcentage de la ligne directrice relative au ratio dividendes/bénéfices, jusqu'à une fourchette de 65 % à 75 % du bénéfice net durable sur une base prospective pour les dividendes déclarés à compter de 2013. Cette modification est attribuable à l'incidence non monétaire négative sur le BPA de l'application en 2013 de la norme comptable modifiée IAS 19, *Avantages du personnel*.

## **FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE**

### **L'échange d'actions sans droit de vote de TELUS est entré en vigueur le 4 février**

TELUS a effectué l'échange de toutes ses actions sans droit de vote contre des actions ordinaires à raison d'une pour une le 4 février.

Lors de l'assemblée des actionnaires qui s'est tenue le 17 octobre, les actionnaires de TELUS ont massivement approuvé la proposition révisée de TELUS d'échanger ses actions sans droit de vote contre des actions ordinaires à raison d'une pour une. Selon les votes exprimés, 62,9 % des porteurs d'actions ordinaires et 99,5 % des porteurs d'actions sans droit de vote étaient en faveur de l'échange.

En décembre, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a approuvé l'échange d'actions et rejeté les appels déposés par Mason Capital. Cependant, Mason a déposé un nouvel appel et la cour a émis un sursis reportant l'échange jusqu'à ce que l'appel ait été résolu. En janvier, Mason a annoncé que sa position de couverture portant sur environ 19 % des actions ordinaires de TELUS telle qu'elle avait été déclarée antérieurement avait été réduite à 3,4 %. Le 25 janvier, Mason et TELUS ont convenu de mettre fin au litige, permettant ainsi que l'échange d'actions soit effectué le 4 février 2013. L'entente ne prévoyait pas de versement de fonds à l'une ou l'autre des parties.

TELUS a maintenant une seule catégorie de 326 millions d'actions ordinaires, lesquelles sont négociées pour la première fois à la Bourse de New York (NYSE), ainsi qu'à la Bourse de Toronto (TSX). Le fait d'avoir une seule catégorie d'actions négociées à une grande échelle devrait être profitable pour tous les actionnaires, grâce à une meilleure négociabilité et à des volumes d'opérations accrus, et renforce encore l'excellent dossier de TELUS en matière de gouvernance d'entreprise.

Les actions sans droit de vote de TELUS ont été radiées de la Bourse de New York le 4 février et de la Bourse de Toronto, le 8 février. Le 4 février, les actions ordinaires de TELUS ont été inscrites et ont commencé à être négociées à la Bourse de New York sous le symbole « TU » sous lequel les actions sans droit de vote de TELUS étaient négociées auparavant. Les actions ordinaires additionnelles qui ont été émises ont commencé à être négociées à la Bourse de Toronto le 11 février sous le symbole actuel « T ».

Les actionnaires inscrits qui détenaient des certificats d'actions sans droit de vote n'ont besoin d'entreprendre aucune démarche. Un formulaire d'Avis d'inscription directe représentant le nombre total d'actions ordinaires reçues en lien avec l'échange leur a été envoyé par la poste. Les actionnaires inscrits peuvent ainsi détenir leurs nouvelles actions ordinaires en « inscription directe » sans certificat d'actions sur papier. L'agent de TELUS, Computershare, a posté les formulaires d'Avis d'inscription directe aux actionnaires inscrits qui détiennent d'anciennes actions sans droit de vote le 13 février 2013.

### **John Gossling, nouveau chef des finances depuis le 1<sup>er</sup> janvier**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, John Gossling a pris les fonctions de chef des finances de TELUS. Il s'était joint à l'équipe de direction en novembre 2012. Directeur des finances talentueux et reconnu, il possède une vaste expérience des affaires dans le secteur des communications. De 2008 à 2011, il a été chef des services financiers de CTVglobemedia, où il dirigeait toutes les activités financières de l'entreprise. De 2000 à 2008, il a occupé des postes de haute direction dans l'organisation de Rogers Communications, dont celui de chef des services financiers de Rogers Sans-fil.

### **TELUS émet des billets à long terme d'une valeur de 500 M\$ à un taux intéressant**

En décembre, TELUS a conclu avec succès l'émission publique d'une valeur de 500 M\$ en billets à échéance de 10 ans assortis d'un taux d'intérêt de 3,35 %. Le produit net tiré de la vente des nouveaux billets a servi à rembourser une partie de notre papier commercial en circulation. Cette émission de billets et leur taux d'intérêt intéressant témoignent de l'excellent accès de TELUS aux marchés financiers fondé sur les solides cotes de crédit, la bonne position de liquidité et le bilan sain de la société.



### **TELUS lance le très attendu BlackBerry Z10**

En février, TELUS a lancé le téléphone intelligent BlackBerry<sup>MD</sup> Z10 que l'on attendait depuis longtemps. Le nouvel appareil a été redessiné, repensé et réinventé afin d'être le BlackBerry le plus rapide et le plus évolué à ce jour. Parmi les améliorations apportées, mentionnons :

- BlackBerry Hub qui offre aux clients tout ce dont ils ont besoin d'un simple glissement de doigt.
- Un clavier amélioré qui offre aux clients une saisie à l'écran plus rapide et plus précise.
- BBM<sup>MC</sup> (BlackBerry Messenger) qui permet aux clients de partager du contenu en un clin d'œil avec leurs contacts importants.
- La technologie BlackBerry Balance<sup>MC</sup> qui protège ce qui est important pour les clients et les entreprises pour lesquelles ils travaillent.

### **TELUS enrichit sa gamme d'appareils de nouveaux téléphones intelligents utilisant la plateforme Android et le système d'exploitation Windows Phone 8**

Au cours du quatrième trimestre, TELUS a continué de proposer à ses clients un vaste choix des meilleurs et des plus récents appareils Android et Windows 8, dont le HTC One X+, le Samsung ATIV S, le LG Optimus G et le Samsung Ace II X.

### **Le réseau mobile 4G LTE de TELUS maintenant offert à plus de deux tiers des Canadiens**

Au quatrième trimestre, TELUS a étendu son réseau LTE afin d'atteindre plus de deux tiers des Canadiens. Aujourd'hui, la technologie mobile la plus rapide et la plus évoluée au monde est aussi disponible dans les localités suivantes :

- En Colombie-Britannique : 100 Mile House, Meritt, Chetwynd, Dawson Creek, Fort St John, Tumbler Ridge, Golden, Revelstoke, Sunshine Coast, Armstrong.
- En Alberta : Fort McKay, Lloydminster, Hinton, Jasper, Fort McMurray.
- En Ontario : Brantford, St. Catharines, Blue Mountain, Sudbury, Niagara Falls, Leamington, Thunder Bay, Oshawa, Whitby.
- Au Québec : Saint-Augustin-de-Desmaures, Sainte-Marie-de-Beauce, Sept-Îles, Port-Cartier, Trois-Rivières, Matane, Saint-Hyacinthe.
- Au Nouveau-Brunswick : Moncton
- À Terre-Neuve-et-Labrador : St. John's.

### **TELUS inaugure son centre de données Internet vert et à la fine pointe à Rimouski**

En décembre, TELUS a ouvert officiellement son nouveau centre de données Internet intelligent de 65 M\$ à Rimouski, en annonçant un investissement additionnel de 13 M\$ dans des infrastructures de TI qui permettra d'offrir aux entreprises canadiennes des solutions infonuagiques de classe mondiale. Avec une efficacité énergétique améliorée de plus de 80 % par rapport aux centres de données traditionnels, les nouvelles installations de TELUS sont parmi les plus performantes au monde et assurent aux clients de TELUS un niveau de fiabilité et de sécurité maximal. TELUS ouvrira des installations semblables à Kamloops, en Colombie-Britannique, au milieu de 2013.

TELUS contribue à la compétitivité du Canada en offrant des solutions infonuagiques et gérées de classe mondiale qui permettent aux entreprises de concentrer leurs efforts sur leurs activités essentielles, tout en favorisant leur agilité opérationnelle, en les aidant à harmoniser les TI et leur stratégie d'affaires et en leur permettant de réaliser de précieuses économies.

### **TELUS Santé et Desjardins simplifient les demandes de règlement en ligne**

En décembre, TELUS Santé et Desjardins Sécurité financière (DSF) ont annoncé la possibilité d'envoyer des demandes de règlement en ligne à partir du lieu où les soins sont dispensés au moyen du portail Web de demandes de règlement de TELUS Santé. Dorénavant, les fournisseurs de soins complémentaires – les physiothérapeutes, les chiropraticiens, les fournisseurs de soins de la vue, les docteurs en naturopathie, les massothérapeutes et les acupuncteurs – peuvent effectuer la demande de règlement de leur bureau au nom de leurs patients inscrits à un régime de DSF, ce qui fait gagner du temps au patient et accélère le processus de règlement.

### **TELUS se classe parmi les 100 entreprises les plus durables au monde**

TELUS a été la seule entreprise de télécommunications en Amérique du Nord à se classer parmi les « Global 100 Most Sustainable Corporations in the World » (100 entreprises les plus durables au monde) de 2013. Il s'agit de l'une des évaluations guidées par les données les plus complètes dans le monde en matière de durabilité des entreprises. Corporate Knights utilise le classement « Global 100 » et la méthodologie de recherche sous-jacente pour explorer des stratégies de placement « durable » avec les investisseurs.

### **TELUS intronisée au temple de la renommée des entreprises les plus admirées au Canada pour leur culture d'entreprise**

En février, TELUS a été intronisée au temple de la renommée des 10 entreprises les plus admirées au Canada pour leur culture d'entreprise par la société de recrutement de cadres Waterstone Human Capital. Ce programme national reconnaît les sociétés canadiennes dont la culture d'entreprise favorise le rendement et les démarque de leurs concurrentes. TELUS se joint à seulement cinq autres entreprises canadiennes déjà intronisées au temple de la renommée.

### **Les femmes les plus influentes au Canada : prix des 100 meilleures**

Deux cadres de TELUS font partie des 100 femmes exceptionnelles reconnues par le Réseau des femmes exécutives (RFE) en 2012 : Andrea Goertz, première vice-présidente, Initiatives stratégiques et communications, dans la catégorie Professionnelles, et Monique Mercier, première vice-présidente, chef des services juridiques et secrétaire générale, également dans la catégorie Professionnelles. Le RFE est la principale organisation canadienne qui se consacre à l'avancement et à la reconnaissance des femmes passionnées de gestion dans le milieu de travail.

### **TELUS remporte le prix d'excellence CHIA 2012 dans la catégorie des entreprises citoyennes**

L'équipe de TELUS Santé a reçu le prestigieux prix « Canadian Health Informatics Award (CHIA) » dans la catégorie des entreprises citoyennes en novembre. La Kids' Health Link Foundation a nommé TELUS Santé pour ce prix afin de souligner l'engagement de TELUS Santé dans l'informatique de la santé et son investissement de plus de 1 G\$ dans le secteur des soins de santé depuis cinq ans.

### **TELUS remporte les grands honneurs au Concours des meilleurs rapports d'entreprise 2012**

En novembre, TELUS a remporté le premier prix du Concours des meilleurs rapports d'entreprise 2012, remis par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). TELUS a remporté ce premier prix pour la troisième année consécutive et pour la cinquième fois en six ans. Le prix couvre tous les aspects des rapports d'entreprise incluant l'information financière, la communication électronique de l'information, l'information sur la gouvernance d'entreprise et l'information sur le développement durable.

### **TELUS reçoit le prix « Partenaire canadien de l'année » décerné par Palo Alto Networks**

Palo Alto Networks a nommé TELUS son « Partenaire canadien de l'année » en novembre. TELUS a été honoré de recevoir ce prix à l'occasion du Palo Alto Networks Americas Partner Summit 2012 pour, notamment, l'excellence soutenue de son soutien technique et de son service à la clientèle.

### **TELUS nommée société philanthropique de l'année**

En novembre, TELUS est devenue la première organisation à être nommée société philanthropique de l'année par l'Association of Fundraising Professionals (chapitre du Québec) (AFP-QC). L'organisation sans but lucratif Le Phare Enfants et Familles a soumis la candidature de TELUS pour ce prix. Chaque année, AFP-QC rend hommage à des personnes et à des sociétés dont l'engagement communautaire a une incidence importante sur la société au Québec.

## **TELUS et Enfants Entraide lancent le programme *Give Where You Live***

En janvier, TELUS et Enfants Entraide ont annoncé le programme *Give Where You Live* (donnez dans votre région) visant à encourager les jeunes Canadiens à devenir des chefs de file dans leur communauté et à leur en donner les moyens. Le programme, qui sera lancé cette année dans 40 écoles secondaires de la Colombie-Britannique, a pour but de faire participer 150 000 jeunes de tout le Canada à un programme philanthropique d'ici 2016.

## **Déclaration de dividende et nouvelle ligne directrice sur le ratio dividendes/bénéfices**

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de soixante-quatre cents (0,64 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société. Ce dividende sera versé le 1<sup>er</sup> avril 2013 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2013. Le montant du dividende du premier trimestre est le même que celui du trimestre précédent, mais représente une hausse de six cents, ou 10,3 %, par rapport au dividende de 58 cents versé il y a un an.

Le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 10 points de pourcentage dans sa ligne directrice sur le ratio dividendes/bénéfices, soit de 65 % à 75 % de ses bénéfices nets durables potentiels, pour les dividendes déclarés à partir de 2013. La modification résulte des conséquences négatives sans effet sur la trésorerie de l'application en 2013 de la norme comptable modifiée *IAS 19 Avantages du personnel (2011)*.

## **TELUS**

TELUS (TSX: T, NYSE: TU) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 10,9 milliards de dollars et à plus de 13,1 millions de connexions clients, dont 7,7 millions d'abonnés à des services mobiles, 3,4 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,4 million d'abonnés à des services Internet et 678 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par le président et chef de la direction, Darren Entwistle, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement.

Fidèles à leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 300 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 4,8 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. Quatorze comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays dirigent les initiatives philanthropiques locales de TELUS. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site [www.telus.com](http://www.telus.com).

### **Relations avec les médias :**

Shawn Hall  
604-619-7913  
[shawn.hall@telus.com](mailto:shawn.hall@telus.com)

### **Relations avec les investisseurs :**

Robert Mitchell  
647-837-1606  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)

## Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels et les objectifs pour 2013, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels et les objectifs pour 2013, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2011 sur notre site Web à [telus.com/investors](http://telus.com/investors).

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du quatrième trimestre et les objectifs pour 2013, **fixée au 15 février 2013 à 11 h (HE)**, comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investors](http://telus.com/investors). Un enregistrement sera accessible par téléphone du 15 février au 15 mai en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 950321 suivi du carré et le code d'accès 30599. La webdiffusion sera également archivée à [telus.com/investors](http://telus.com/investors), et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

**TELUS CORPORATION**

**Analyse par la direction des activités opérationnelles**

**Quatrième trimestre de 2012**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la « société », « nous », « notre » et « nos » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Par leur nature, les énoncés prospectifs peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et nous nous réservons le droit de modifier, à tout moment et à notre gré, notre pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de nos objectifs et de nos indications pour l'exercice. Les objectifs et les hypothèses connexes pour l'exercice 2013 sont décrits aux *rubriques 1.4 et 1.5*. Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement attendu incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité concurrentielle continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies, les nouveaux venus offrant des services mobiles évolués, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement (d'après l'anglais *over-the-top*) émergents; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; notre capacité à offrir une expérience client améliorée; les taux de croissance au sein de l'industrie, y compris les gains au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles; les pertes de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et la fidélisation des abonnés aux services mobiles, à TELUS TV<sup>MD</sup> et au service Internet haute vitesse de TELUS; les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») des services mobiles telles que la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les niveaux de ventes de téléphones intelligents et les niveaux de financement connexes; la capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, notamment le remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement comme Skype; les services IP par contournement qui pourraient cannibaliser les services de télévision et de divertissement.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité du réseau mobile, la capacité spectrale et les niveaux de service; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information; les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre; le recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; les avantages prévus et le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); la dépendance envers l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz aux fins de la stratégie de lancement de la technologie LTE dans les zones rurales; le déploiement et l'exploitation fructueuse de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits, de nouveaux services et de systèmes de soutien; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris les risques liés à la migration vers de nouveaux centres de données Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); le moment auquel auront lieu les mises hors service futures des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts opérationnels, ainsi que la migration connexe des abonnés et les risques liés à leur fidélisation; la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV, qui relève de tiers fournisseurs.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur et le caractère durable de la croissance économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique aux États-Unis, en Europe, en Asie et ailleurs; les taux d'intérêt futurs ainsi que le rendement et la capitalisation des régimes de retraite.
- Les dépenses d'investissement et les dépenses liées aux licences de spectre en 2013 et au cours des exercices ultérieurs, en raison de notre stratégie de déploiement de la technologie LTE et de futures technologies mobiles, les initiatives liées aux services à large bande filaires, les nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et les enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, y compris celles concernant les bandes de fréquence de 700 MHz prévues pour le second semestre de 2013 et celles concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz prévues pour 2014.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir les objectifs de croissance en 2013, y compris la capacité de maintenir la croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année et les objectifs du chef de la direction visant à générer une modeste croissance à deux chiffres annualisée du bénéfice par action et une croissance plus importante des flux de trésorerie disponibles, compte non tenu des coûts liés à l'acquisition de spectre. Les objectifs de croissance peuvent être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel, la performance économique raisonnable au Canada et les dépenses d'investissement et les exigences au titre des enchères de licences de spectre. Les objectifs de croissance ne sont pas nécessairement représentatifs du résultat, des dividendes et des flux de trésorerie disponibles au-delà de 2013.
- Les approbations réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les futures enchères de licences de spectre et les règles visant les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 à 2 690 MHz (y compris la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre) ainsi que les autres acquisitions de spectre; l'efficacité avec laquelle les nouvelles balises réglementaires concernant l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion continuent d'être mises en application; la conformité aux restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens; les faits nouveaux et les changements liés aux taux de propriété étrangère de TELUS; l'augmentation du contrôle exercé à l'étranger de certains nouveaux venus dans le secteur des services mobiles évolués; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; les modifications concernant les modalités relatives aux services mobiles apportées aux lois visant la protection des consommateurs par plusieurs provinces et une nouvelle procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») visant l'élaboration d'un code obligatoire pour assurer la clarté desdites modalités pour les consommateurs, en ce qui a trait aux provinces dont les règles non harmonisées créent des risques que d'importants coûts de conformité doivent être engagés.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris la fidélisation du personnel et l'embauche.

- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration, découlant notamment de l'intégration des activités, de l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation, des activités d'approvisionnement et du regroupement de bureaux administratifs, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et sans que ces activités aient des répercussions défavorables sur le service à la clientèle.
- Les risques liés aux processus, y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services; la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; les risques liés aux activités d'aménagement de la coentreprise immobilière.
- Les questions fiscales, y compris la tendance générale des administrations responsables de la perception des impôts à adopter des procédures d'audit plus rigoureuses; la possibilité que les taux d'imposition des sociétés dans le futur soient plus élevés que les taux prévus à l'heure actuelle; les modifications apportées par le gouvernement fédéral à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ce qui entraînera probablement une hausse des paiements d'impôt sur le résultat à compter de 2014; les coûts et la complexité du processus visant à assurer la conformité à la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique de supprimer la taxe de vente harmonisée et de rétablir une taxe de vente provinciale et la taxe sur les produits et services fédérale, ainsi que l'harmonisation de la taxe de vente dans la province de Québec; la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris les menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les erreurs humaines; les pannes d'équipement; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris la concrétisation des avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://www.sedar.com)) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://www.sec.gov)). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2011 de TELUS, aux mises à jour présentées dans les rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2012, à la rubrique 6 du présent document, de même qu'au rapport de gestion annuel 2012 de TELUS, lorsque celui-ci aura été déposé.

## Analyse par la direction des activités opérationnelles

Le 15 février 2013

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et du rendement financier consolidés de TELUS Corporation pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2012. Elles contiennent des données prospectives qui renvoient à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci. Les méthodes comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés audités de TELUS pour 2011. Les faits nouveaux concernant les méthodes comptables sont décrits à la *rubrique 5* du présent document.

Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), en conformité avec les PCGR du Canada. Les expressions IFRS de l'IASB et IFRS utilisées dans le présent document font référence à ces normes. L'information financière résumée non audité accompagnant la présente analyse a été préparée conformément aux IFRS. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

### Analyse par la direction des activités opérationnelles

Rubrique	Description
1. Introduction	Résumé des résultats consolidés de TELUS et du rendement par rapport à nos objectifs pour 2012, et présentation de nos objectifs pour 2013.
2. Analyse des résultats opérationnels	Analyse du rendement opérationnel consolidé et sectoriel.
3. Évolution de la situation financière	Analyse des modifications apportées aux états consolidés de la situation financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.
4. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie opérationnels, des placements et des activités de financement, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations à fournir.
5. Faits nouveaux concernant les méthodes comptables	Mise à jour concernant les méthodes comptables et incidence, en 2013, de l'application des normes comptables modifiées.
6. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et certaines incertitudes avec lesquels nous devons composer.
7. Définitions et rapprochements	Définitions des indicateurs opérationnels et des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement, y compris le calcul et le rapprochement de certaines mesures non définies par les PCGR que nous utilisons.

## 1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

### 1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités opérationnelles

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Nous décidons si une information est significative ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de TELUS pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée. Le présent document a été revu par le comité d'audit de TELUS et approuvé par le conseil d'administration de cette dernière.

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles nous avons recours pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables (se reporter à la *rubrique 7*). Le terme BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) dont il est fait mention dans le présent document s'entend du BAIIA normalisé tel qu'il est défini par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Le terme BAIIA ajusté dont il est fait mention dans le présent document déduit du BAIIA normalisé les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités poursuivies. Se reporter à la *rubrique 7.1* pour la définition, le calcul et le rapprochement du BAIIA.

### 1.2 Économie canadienne

Nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'est élevée à 1,9 % en 2012 (2,5 % en 2011). Dans son Rapport sur la politique monétaire de janvier 2013, la Banque du Canada prévoit que la croissance de l'économie canadienne s'élèvera à 2,0 % en 2013 et à 2,7 % en 2014. Par ailleurs, selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de décembre 2012, le taux de chômage au pays s'est élevé à 7,1 %, soit le taux le plus faible enregistré au cours des quatre dernières années et un taux en baisse comparativement à 7,5 % en décembre 2011.



### 1.3 Faits saillants – données consolidées

#### Faits saillants

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>						
Produits opérationnels	2 851	2 690	6,0 %	10 921	10 397	5,0 %
Bénéfice opérationnel	469	393	19,3 %	2 107	1 968	7,1 %
Bénéfice avant impôt	383	306	25,2 %	1 775	1 591	11,6 %
Bénéfice net	291	237	22,8 %	1 318	1 215	8,5 %
Bénéfice net par action <sup>1</sup>						
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	0,89	0,76	17,1 %	4,05	3,76	7,7 %
BPA dilué (en dollars)	0,89	0,75	18,7 %	4,03	3,74	7,8 %
Dividendes en espèces déclarés par action <sup>1</sup> (en dollars)	0,64	0,58	10,3 %	2,44	2,205	10,7 %
Nombre moyen pondéré d'actions <sup>1</sup> en circulation, de base (en millions)	326	325	0,4 %	326	324	0,4 %
<b>Tableaux consolidés des flux de trésorerie</b>						
Entrées liées aux activités opérationnelles	703	742	(5,3) %	3 219	2 550	26,2 %
Sorties liées aux activités d'investissement	514	548	(6,2) %	2 058	1 968	4,6 %
• Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	521	512	1,8 %	1 981	1 847	7,3 %
Sorties liées aux activités de financement	127	204	(37,7) %	1 100	553	98,9 %
<b>Autres faits saillants</b>						
Nombre de connexions <sup>3</sup> (en milliers)				13 113	12 728	3,0 %
BAIIA <sup>4</sup>	947	874	8,4 %	3 972	3 778	5,1 %
BAIIA ajusté <sup>4,5</sup>	947	873	8,5 %	3 965	3 761	5,4 %
Marge du BAIIA ajustée <sup>6</sup> (en %)	33,2	32,5	0,7 pt	36,3	36,2	0,1 pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>4</sup>	263	204	28,9 %	1 331	997	33,5 %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration <sup>4</sup> (fois)				1,6	1,8	(0,2)

s.o. – sans objet; n.s. – non significatif; points – points de pourcentage

- Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.
- Les dépenses d'investissement excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'investissement; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
- Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK<sup>MC</sup> et abonnés au service TELUS TV Satellite<sup>MD</sup>) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.
- Mesures non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique 7.1, « BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) », à la rubrique 7.2, « Flux de trésorerie disponibles », ainsi qu'à la rubrique 7.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
- Le BAIIA ajusté de l'exercice complet 2012 exclut des pertes de 2 millions de dollars liées à la participation dans la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS et un profit avant impôt de 9 millions de dollars sur le terrain lié à la coentreprise résidentielle. Nous ne prévoyons pas conserver une participation dans ce projet résidentiel une fois que les travaux de construction seront terminés. Le BAIIA ajusté de 2011 exclut un profit de 1 million de dollars pour le quatrième trimestre et un profit de 17 millions de dollars pour l'exercice complet sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc., qui découle de la réévaluation à la juste valeur de notre participation de 51 % dans Transactel effectuée lorsque nous avons exercé notre option d'achat position acheteur et acquis le contrôle de cette société.
- La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits opérationnels. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté pour 2012, les pertes liées à la participation dans la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS et le profit sur le terrain comptabilisé au deuxième trimestre sont exclus du BAIIA et des produits opérationnels. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2011, le profit hors trésorerie sur la participation dans Transactel est exclu du BAIIA et des produits opérationnels.

#### Faits saillants opérationnels

- Les **produits opérationnels consolidés** ont augmenté de 161 millions de dollars et de 524 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

Les produits tirés de l'équipement et des services se sont accrues d'un exercice à l'autre de 171 millions de dollars et de 527 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Ces hausses découlent principalement de la croissance des produits provenant du réseau mobile, laquelle tient à l'augmentation du nombre d'abonnés et des PMAA, ainsi que de la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, laquelle a excédé la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix existants. La croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données est essentiellement attribuable à Télé OPTIK, aux services améliorés de transmission de données et Internet, aux ventes d'équipement de transmission de données et aux services gérés à l'intention du marché d'affaires.

Les autres produits opérationnels ont diminué d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars et de 3 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. La diminution pour le trimestre tient compte de la réduction du recouvrement des coûts liés à l'effectif en vertu de programmes d'emploi gouvernementaux admissibles. Pour l'exercice complet, le profit de 9 millions de dollars sur le terrain lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012 et les montants plus importants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui ont été comptabilisés relativement à la prestation de services Internet à large bande à un certain nombre de collectivités rurales et éloignées admissibles, ont été largement neutralisés par le profit hors trésorerie à la réévaluation de 17 millions de dollars sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc. comptabilisé en 2011.

- Le **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 385 000 en 2012, en raison d'une croissance de 4,5 % des abonnés aux services mobiles, d'une croissance de 33 % des abonnés au service TELUS TV, ainsi que d'une hausse de 5,7 % du total des abonnés à Internet, résultats neutralisés en partie par une diminution de 5,2 % du total des lignes d'accès au réseau. Au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, les ajouts nets d'abonnés des services mobiles se sont établis à 112 000 et à 331 000, respectivement. Les ajouts nets d'abonnés aux services TELUS TV et Internet haute vitesse de TELUS ont totalisé 64 000 au quatrième trimestre et 253 000 pour l'exercice complet 2012.

Les PMAA combinés tirés des services mobiles se sont établis à 60,95 \$ au quatrième trimestre de 2012, en hausse de 1,87 \$, ou 3,2 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Pour l'exercice complet 2012, ils se sont établis à 60,39 \$, en hausse de 1,29 \$, ou 2,2 %, par rapport à 2011. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données (17 % pour le trimestre et 21 % pour l'exercice complet), qui découle de la plus grande utilisation des services de transmission de données, de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents et de l'augmentation des services d'itinérance, facteurs neutralisés en partie par la réduction des tarifs liés aux services de transmission de la voix. Les PMAA combinés trimestriels ont augmenté d'un exercice à l'autre au cours de neuf trimestres consécutifs.

Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés mobiles s'est élevé à 1,12 % et à 1,09 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en baisse de 0,11 point de pourcentage et de 0,22 point de pourcentage, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. L'amélioration du taux de désabonnement s'explique par les initiatives liées au programme Les clients d'abord, par les efforts en matière de fidélisation ainsi que par le taux de désabonnement plus élevé comptabilisé à l'exercice précédent par suite de la décision du gouvernement fédéral d'octroyer un contrat visant la prestation de services mobiles à une entreprise concurrente établie dont la soumission prévoyait des tarifs peu élevés.

- Le **bénéfice opérationnel** s'est accru de 76 millions de dollars et de 139 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, résultats qui tiennent essentiellement à la hausse du **BAIIA**, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du total de la dotation aux amortissements pour l'exercice complet. Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est accru d'un exercice à l'autre de 69 millions de dollars et de 281 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, stimulés en grande partie par la croissance des produits tirés des services de réseau et par la hausse de plus de deux points de pourcentage des produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA. Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre, en raison des services Internet haute vitesse de TELUS et Télé OPTIK générant des marges plus élevées. Pour l'exercice complet, le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 87 millions de dollars, résultat qui tient au fait que la croissance des services filaires de transmission de données a été largement neutralisée par la hausse des coûts engagés relativement au contenu et au soutien en vue d'accroître le service Télé OPTIK, ainsi que par la diminution continue des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées.
- Le **BAIIA ajusté** a augmenté de 74 millions de dollars et de 204 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La **marge du BAIIA ajusté** en 2012 a augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2011, situation qui tient au fait que la hausse de 2 points de pourcentage et de 2,2 points de pourcentage, respectivement, de la marge du secteur des services mobiles pour le trimestre et l'exercice complet a été neutralisée en partie par la diminution de 0,7 point de pourcentage pour le trimestre, et de 2,4 points de pourcentage pour l'exercice complet, de la marge du secteur des services filaires.
- Le **bénéfice avant impôt** a progressé de 77 millions de dollars et de 184 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces résultats à la hausse tiennent à l'augmentation du BAIIA et à la diminution des coûts de financement, facteurs neutralisés en partie par la hausse du total de la dotation aux amortissements pour l'exercice complet.

- L'**impôt sur le résultat** a augmenté de 23 millions de dollars et de 81 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces augmentations reflètent la hausse du bénéfice avant impôt et l'incidence des réévaluations et des ajustements fiscaux comptabilisés, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la réduction des taux d'imposition combinés prévus par la loi en 2012.
- Le **bénéfice net** a augmenté de 54 millions de dollars, ou 23 %, au quatrième trimestre de 2012, et de 103 millions de dollars, ou 8,5 %, au cours de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. En excluant les ajustements liés à l'impôt, le profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle et le profit sur la participation dans Transactel comptabilisé en 2011, le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 24 % pour le trimestre, et de 10 % pour l'exercice complet.

#### Analyse du bénéfice net

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Bénéfice net	291	237	54	1 318	1 215	103
Déduire : profit après impôt déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	—	—	(6)	—	(6)
Déduire : profit sur la participation dans Transactel après impôt	—	—	—	—	(12)	12
Déduire : ajustements favorables nets liés à l'impôt sur le résultat, y compris tous produits d'intérêts connexes (se reporter à la rubrique 2.2)	(10)	(10)	—	(12)	(21)	9
Bénéfice net compte non tenu des éléments ci-dessus	281	227	54	1 300	1 182	118

- Le **BPA de base** a augmenté de 13 cents, ou 17 %, au quatrième trimestre de 2012, et de 29 cents, ou 7,7 %, pour l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. En excluant les ajustements liés à l'impôt, le profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel et le profit sur la participation dans Transactel comptabilisé en 2011, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre de 18 % pour le trimestre et de 9,0 % pour l'exercice complet.

#### Analyse du BPA de base

(en dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
BPA de base	0,89	0,76	0,13	4,05	3,76	0,29
Déduire : profit après impôt déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise résidentielle Jardin TELUS, par action	—	—	—	(0,02)	—	(0,02)
Déduire : profit sur la participation dans Transactel après impôt, par action	—	—	—	—	(0,04)	0,04
Déduire : ajustements favorables nets liés à l'impôt sur le résultat, par action (se reporter à la rubrique 2.2)	(0,03)	(0,03)	—	(0,04)	(0,06)	0,02
BPA de base compte non tenu des éléments ci-dessus	0,86	0,73	0,13	3,99	3,66	0,33

- Les **dividendes en espèces déclarés par action** ont totalisé 2,44 \$ en 2012, en hausse de 23,5 cents, ou 10,7 %, par rapport à 2011. Le 13 février 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 64 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de TELUS, payable le 1<sup>er</sup> avril 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 mars 2013. Le dividende de 64 cents par action déclaré pour le premier trimestre de 2013 reflète une hausse de 6 cents, ou 10,3 %, par rapport au dividende du premier trimestre versé en avril 2012.

## Échange d'actions

Le 21 février 2012, nous avons annoncé que les détenteurs des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS auraient l'occasion de décider, à notre assemblée annuelle extraordinaire devant avoir lieu le 9 mai 2012, s'il y a lieu d'éliminer la catégorie d'actions sans droit de vote. En raison de l'opposition du gestionnaire de fonds de couverture Mason Capital Management LLC de New York, nous avons retiré le plan le 8 mai 2012 et annoncé que nous comptons présenter une nouvelle proposition en temps voulu. Le 21 août 2012, nous avons annoncé une nouvelle proposition visant l'échange d'actions, qui prévoyait un plan d'arrangement provisoire approuvé par le tribunal et donnant lieu à l'échange non récurrent de toutes les actions sans droit de vote émises et en circulation de TELUS contre des actions ordinaires de TELUS, à raison de une pour une. L'approbation de la nouvelle proposition serait assujettie à l'approbation d'une majorité simple des voix exprimées par les détenteurs d'actions ordinaires de TELUS et des deux tiers des voix exprimées par les détenteurs d'actions sans droit de vote de TELUS, chacun votant séparément en tant que catégorie.

Le 2 août 2012, Mason Capital a présenté à TELUS une demande et quatre résolutions ayant trait à une assemblée générale des actionnaires et visant à établir les conditions aux termes desquelles toute conversion d'actions future serait effectuée. Le 15 octobre 2012, TELUS a obtenu une ordonnance de la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans laquelle cette dernière exige que l'assemblée visant à considérer la nouvelle proposition de TELUS et l'assemblée visant à considérer les résolutions de Mason soient tenues en tant qu'assemblée conjointe le 17 octobre 2012. Lors de l'assemblée conjointe, le plan d'arrangement de TELUS a obtenu les approbations nécessaires de la part des détenteurs d'actions, et les résolutions de Mason n'ont pas obtenu les approbations nécessaires.

Par suite d'une audience tenue en novembre, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a, le 18 décembre 2012, donné son approbation définitive concernant la proposition d'échange d'actions et elle a rejeté tous les appels de Mason. Subséquemment, Mason a déposé un avis auprès de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et obtenu une suspension qui empêche la réalisation du plan d'arrangement. Cependant, le 25 janvier 2013, TELUS et Mason ont convenu d'abandonner tout litige, permettant ainsi l'échange d'actions avec prise d'effet le 4 février 2013. L'accord ne prévoit pas le paiement de fonds à l'une ou l'autre partie.

## Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Au 31 décembre 2012, nous disposons de facilités de crédit inutilisées de 1,8 milliard de dollars, ainsi que d'un montant de 100 millions de dollars en vertu de notre programme de titrisation de créances clients, ce qui est conforme à notre objectif, qui vise à maintenir généralement un seuil de liquidités inutilisées de plus de 1 milliard de dollars.
- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration)** au 31 décembre 2012 était de 1,6 fois, soit un résultat en baisse par rapport à 1,8 fois au 31 décembre 2011. Le ratio demeure dans notre fourchette à long terme visée, qui est de 1,5 à 2,0 fois.
- Les **flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles** ont diminué de 39 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ils ont augmenté de 669 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La diminution pour le trimestre tient principalement aux variations comparatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et à la hausse, au quatrième trimestre, des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus. L'augmentation pour l'exercice complet s'explique par la hausse du BAIIA ajusté, par les variations comparatives du fonds de roulement, par la réduction des cotisations discrétionnaires de l'employeur aux régimes de retraite à prestations définies, par les rabais réglementaires non récurrents accordés aux abonnés des services résidentiels en 2011 et non en 2012, ainsi que par la baisse des paiements nets au titre de la restructuration et des paiements nets d'intérêts.
- Les **flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement** ont diminué de 34 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ils ont augmenté de 90 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La diminution pour le trimestre tient essentiellement au moment auquel ont eu lieu les paiements au titre des immobilisations et aux fonds moins élevés affectés aux acquisitions. L'augmentation pour l'exercice complet découle en grande partie de la hausse de 134 millions de dollars des dépenses d'investissement, qui comprennent des investissements dans notre réseau mobile LTE et dans deux centres de données Internet intelligents à la fine pointe de la technologie, facteurs neutralisés en partie par les fonds moins élevés affectés aux acquisitions et aux placements connexes.
- Les **flux de trésorerie affectés aux activités de financement** ont diminué de 77 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ils ont augmenté de 547 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La diminution pour le trimestre s'explique essentiellement par l'émission de dette à long terme d'un montant de 500 millions de dollars en décembre 2012, dont le produit a servi à réduire le papier commercial, ainsi que par la réduction, à l'exercice précédent, des emprunts à court

terme, facteurs neutralisés en partie par la hausse des paiements de dividendes. L'augmentation pour l'exercice complet découle principalement de la réduction de la dette à long terme et de la hausse des dividendes. Les paiements de dividendes ont augmenté en raison de la hausse de plus de 10 % du taux de dividende et de la légère augmentation du nombre d'actions en circulation et, en ce qui concerne l'exercice complet, en raison du fait que nous achetons dorénavant les actions sur le marché libre plutôt que de les émettre sur le capital autorisé aux fins des dividendes réinvestis après le 1<sup>er</sup> mars 2011. Ces augmentations pour l'exercice complet ont été neutralisées en partie par l'acquisition, au deuxième trimestre de 2011, d'une participation supplémentaire dans Transactel (Barbados) Inc.

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont accrus de 59 millions de dollars et de 334 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. L'augmentation pour le trimestre tient principalement à la hausse du BAIIA, à la diminution des cotisations aux régimes à prestations définies et à la réduction des paiements au titre de la restructuration, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dépenses d'investissement et des paiements d'impôt sur le résultat. L'augmentation pour l'exercice complet découle en grande partie de la hausse du BAIIA et de la diminution des cotisations discrétionnaires aux régimes à prestations définies, ainsi que de la réduction des paiements au titre de la restructuration, des paiements d'intérêts et des paiements au titre de la rémunération fondée sur des actions, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dépenses d'investissement.

#### 1.4 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

Nous avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, et avons atteint ou excédé tous nos objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels pour 2012, annoncés le 16 décembre 2011. Nous avons atteint nos objectifs concernant les produits en raison de la forte croissance des produits tirés du réseau mobile et des services filaires de transmission de données. Nous avons atteint l'objectif au chapitre du BAIIA consolidé et avons excédé l'objectif concernant le BAIIA du secteur des services mobiles, en raison de la hausse de 2,3 points de pourcentage des produits tirés du réseau mobile réacheminés vers le BAIIA. Les produits tirés des services filaires se sont situés près de la tranche supérieure de la fourchette cible, tandis que le BAIIA s'est situé dans la tranche inférieure de la fourchette cible, résultats qui tiennent au fait que la croissance des services de transmission de données a été neutralisée par la réduction continue des services de transmission de la voix existants générant des marges élevées. Nous n'avons pas atteint notre objectif concernant les dépenses d'investissement consolidées, en raison de la hausse des dépenses engagées aux fins du maintien et de la croissance de nos réseaux, ainsi que des investissements plus élevés à l'appui de la croissance de la clientèle.

Nos objectifs, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier prévoient de façon générale le maintien de liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars, un ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois, et une ligne directrice concernant le ratio de distribution. Selon le modèle de croissance des dividendes, et sous réserve de l'évaluation et du calcul effectués par le conseil d'administration, nous prévoyons continuer à effectuer deux hausses des dividendes par année jusqu'en 2013, sur une base annuelle, ce qui se traduira par une augmentation aux alentours de 10 %. Le modèle de croissance des dividendes n'est pas nécessairement représentatif des dividendes qui seront déclarés après 2013. Le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 10 points de pourcentage du ratio de distribution, portant ce ratio dans la fourchette de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective, pour les dividendes déclarés en 2013 et par la suite. Ce changement découle de l'incidence hors trésorerie de l'application, en 2013, d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011), qui a donné lieu notamment à une réduction du BAIIA, du bénéfice net et du BPA (se reporter à la *rubrique 5*, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* »).

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux pour 2012. Il illustre également nos objectifs pour 2013, qui ont été annoncés avant l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Pour des informations supplémentaires sur les objectifs par suite de l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011), et sur nos hypothèses, se reporter à la *rubrique 1.5*, « *Objectifs financiers et opérationnels pour 2013* ». Nos objectifs et nos hypothèses concernant 2013 sont assujettis dans leur totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

**Fiche d'évaluation**

Avant l'application d'IAS 19 modifiée	Rendement pour 2012			Objectifs pour 2013 et croissance
	Résultats réels et croissance	Objectifs initiaux et croissance	Résultat	
<b>Chiffres consolidés</b>				
Produits <sup>1</sup>	<b>10,921 G\$</b> <b>5,0 %</b>	10,7 G\$ à 11,0 G\$ 3 % à 6 %	✓	<b>11,4 G\$ à 11,6 G\$</b> <b>4 % à 6 %</b>
BAlIA <sup>1, 2, 3</sup>	<b>3,972 G\$</b> <b>5,1 %</b>	3,8 G\$ à 4,0 G\$ 1 % à 6 %	✓	<b>4,075 G\$ à 4,275 G\$</b> <b>3 % à 8 %</b>
BPA de base <sup>3</sup>	<b>4,05 \$</b> <b>7,7 %</b>	3,75 \$ à 4,15 \$ 0 % à 10 %	✓	<b>4,20 \$ à 4,60 \$</b> <b>4 % à 14 %</b>
Dépenses d'investissement <sup>1, 4</sup>	<b>1,981 G\$</b> <b>7,3 %</b>	Environ 1,85 G\$	X	<b>Environ 1,95 G\$</b>
<b>Secteur des services mobiles</b>				
Produits (externes)	<b>5,845 G\$</b> <b>7,0 %</b>	5,75 G\$ à 5,9 G\$ 5 % à 8 %	✓	<b>6,2 G\$ à 6,3 G\$</b> <b>6 % à 8 %</b>
BAlIA <sup>1, 3</sup>	<b>2,467 G\$</b> <b>12,9 %</b>	2,3 G\$ à 2,4 G\$ 5 % à 10 %	✓✓	<b>2,575 G\$ à 2,675 G\$</b> <b>4 % à 8 %</b>
<b>Secteur des services filaires</b>				
Produits (externes) <sup>1</sup>	<b>5,076 G\$</b> <b>2,9 %</b>	4,95 G\$ à 5,1 G\$ 0 % à 3 %	✓	<b>5,2 G\$ à 5,3 G\$</b> <b>2 % à 4 %</b>
BAlIA <sup>1, 3</sup>	<b>1,505 G\$</b> <b>(5,5) %</b>	1,5 G\$ à 1,6 G\$ (6) % à 1 %	✓	<b>1,5 G\$ à 1,6 G\$</b> <b>0 % à 6 %</b>

Objectif surpassé (✓✓); Objectif atteint (✓); Objectif non atteint (X).

- Le 3 août 2012, nous avons révisé les indications pour l'exercice complet 2012 comme suit : produits consolidés de 10,75 milliards de dollars à 11,05 milliards de dollars (hausse de 3 % à 6 % par rapport à 2011); BAlIA consolidé de 3,9 milliards de dollars à 4,05 milliards de dollars (hausse de 3 % à 7 % par rapport à 2011); dépenses d'investissement consolidées d'environ 1,95 milliard de dollars (hausse de 6 % par rapport à 2011); BAlIA du secteur des services mobiles de 2,4 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars (en hausse de 10 % à 14 % par rapport à 2011); produits du secteur des services mobiles de 5,0 milliards de dollars à 5,15 milliards de dollars (hausse de 1 % à 4 % par rapport à 2011); produits du secteur des services filaires de 1,5 milliard de dollars à 1,55 milliard de dollars (baisse de 6 % à 3 % par rapport à 2011). Nous avons confirmé les objectifs initiaux concernant le BPA de base et les produits du secteur des services mobiles. Nous avons atteint les indications révisées, sauf en ce qui concerne les dépenses d'investissement.
- Le BAlIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 7.1.
- Avant l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011), à l'exercice 2013, et compte tenu de l'application requise aux périodes précédentes, sur une base rétrospective.
- L'objectif au chapitre des dépenses d'investissement pour 2013 ne tient pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2012, en décembre 2011.

Hypothèses formulées pour les résultats initiaux de 2012	Résultats
Concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.	<p>La baisse du total des ajouts bruts et des ajouts nets d'abonnés des services mobiles en 2012, par rapport à 2011, reflète la plus faible croissance du marché ainsi que l'intensification de la concurrence, y compris la concurrence au chapitre des tarifs et un accroissement du nombre de forfaits promotionnels offerts, de crédits liés aux transferts de numéros de téléphones mobiles et de crédits en magasin offerts par des concurrents nationaux bien établis et par de nouveaux venus dans le secteur des services mobiles évolués.</p> <p>Nous avons subi des pertes élevées de lignes résidentielles d'accès au réseau au début du premier trimestre de 2012, découlant du fait que Shaw Communications a annoncé d'importantes réductions des tarifs des téléphones filaires et des tarifs des services Internet haute vitesse et de câblodistribution en Alberta et en Colombie-Britannique. Cette société a initialement offert ces rabais en novembre 2011 et a prolongé l'offre jusqu'au début de 2012.</p> <p>Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau en 2012 continuent de refléter l'intensification de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que le remplacement de la technologie des lignes de transmission de la voix par les services IP plus efficaces.</p>

Hypothèses formulées pour les résultats initiaux de 2012	Résultats
Baisse continue des tarifs liés aux services existants.	Les produits tirés des services filaires et mobiles de transmission de la voix ont continué de diminuer, en raison de la concurrence au chapitre des tarifs et du remplacement de la technologie vers les services de transmission de données et IP. Les produits tirés des services mobiles de transmission de la voix ont diminué de 2,6 % en 2012, en raison d'une baisse de 7,2 % des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix ont reculé de 6,5 % et de 11 %, respectivement, en 2012.
Gain de 4,0 à 4,5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, et maintien d'une croissance robuste du nombre d'abonnés au sein de l'industrie des services mobiles en raison de l'intensification de la concurrence et de la plus grande utilisation de téléphones intelligents, de tablettes et d'applications de données.	Le gain estimatif au titre de la pénétration du marché des services mobiles est d'environ 2,6 points de pourcentage pour 2012.
Diminution des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix de TELUS au pays, neutralisée par la croissance des PMAA tirés des services d'itinérance mondiale et de transmission de données.	Nous prévoyons initialement une légère croissance positive des PMAA combinés. Les PMAA combinés tirés des services mobiles ont augmenté de 2,2 % en 2012, la hausse de 21 % des PMAA tirés des services de transmission de données ayant largement neutralisé la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services d'itinérance ont augmenté.
Augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles liée aux mises en service d'un plus grand nombre de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés, y compris les mises à niveau, et à l'accroissement du nombre d'abonnés.	Les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés ont totalisé 1 290 millions de dollars en 2012, soit une baisse de 30 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2011, qui tient au résultat favorable concernant le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés. La baisse reflète également la diminution des volumes d'acquisition d'abonnés découlant de la plus faible croissance du marché et de l'intensification de la concurrence, ainsi que la baisse des volumes de fidélisation des abonnés découlant des efforts fructueux en matière de fidélisation déployés tout au long de 2011. Les téléphones intelligents ont représenté 66 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés à la fin de 2012, par rapport à 54 % à l'exercice précédent.
Investissements continus aux fins du déploiement de la technologie mobile LTE en milieu urbain.	En février 2012, nous avons lancé les services sur notre réseau LTE dans 14 régions métropolitaines, et nous avons par ailleurs élargi la couverture de manière à que ces services couvrent plus des deux tiers de la population canadienne d'ici la fin de 2012.
Croissance des produits tirés des services de transmission de données filaires supérieure à la diminution des produits tirés des services existants, en raison de l'expansion continue du réseau filaire à large bande et des mises à niveau afin de soutenir la croissance des ventes aux abonnés du service Télé OPTIK et du service Internet haute vitesse. La diminution des produits tirés des services existants reflète la réduction continue des produits tirés des lignes d'accès au réseau et des services interurbains.	Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 12 %, résultat qui est supérieur à la baisse totale de 7,5 % des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix. En 2012, les ajouts nets d'abonnés au service TELUS TV se sont établis à 169 000, et les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, à 84 000, résultats qui ont excédé la diminution de 198 000 du total des lignes d'accès au réseau et des abonnés au service Internet commuté.
Coûts de restructuration d'environ 25 millions de dollars dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle et aux fins de la rentabilité des capitaux, étayées par des initiatives en matière d'optimisation des ressources ayant pour but d'accroître l'efficacité et l'efficacité, qui n'entraînent pas de charges de restructuration.	Nous avons révisé notre hypothèse et l'avons portée à environ 50 millions de dollars le 3 août 2012. Des coûts de restructuration de 48 millions de dollars ont été comptabilisés en 2012. Une tranche de 38 millions de dollars de ce montant concerne les initiatives liées à l'effectif, et une tranche de 10 millions de dollars concerne le regroupement de bureaux administratifs.

Hypothèses formulées pour les résultats initiaux de 2012	Résultats
Coûts de financement d'environ 350 millions de dollars (377 millions de dollars en 2011).	Les coûts de financement de 332 millions de dollars comptabilisés en 2012 sont présentés déduction faite de produits d'intérêts de 15 millions de dollars découlant principalement du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, ainsi que des profits de change de 8 millions de dollars.
Taux d'imposition prévu par la loi d'environ 25 % à 26 % (27,2 % en 2011).	Pour 2012, le taux d'imposition combiné prévu par la loi s'est établi à 25,7 %. L'élimination, en juin 2012, des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement n'a pas eu une incidence significative sur nos hypothèses.
Paiements d'impôt en trésorerie d'environ 150 millions de dollars à 200 millions de dollars (150 millions de dollars en 2011).	Les paiements d'impôt en trésorerie, déduction faite des économies reçues, se sont élevés à 150 millions de dollars en 2012, montant qui se compose des paiements finaux exigibles relativement à l'année d'imposition 2011, et des acomptes provisionnels pour 2012, déduction faite des remboursements reçus.
Taux d'actualisation au titre des régimes de retraite établi à 4,5 % (baisse de 75 points de base par rapport à 2011). L'hypothèse préliminaire concernant le rendement à long terme attendu des actifs du régime de retraite à prestations définies était de 6,5 % (objectifs annoncés en décembre 2011) et l'objectif a ultérieurement été porté à 6,75 % (baisse de 25 points de base par rapport à 2011), comme il est expliqué dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.	Le taux d'actualisation au titre des régimes de retraite a été ramené à 3,9 % à la fin de 2012, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une perte actuarielle dans les autres éléments du résultat global de l'exercice. Le taux de rendement à long terme attendu est demeuré inchangé à 6,75 %.
Versement, au début de 2012, d'une cotisation discrétionnaire non récurrente de 100 millions de dollars aux régimes de retraite (cotisation discrétionnaire non récurrente de 200 millions de dollars versée en janvier 2011).	La cotisation discrétionnaire de 100 millions de dollars a été versée en janvier 2012.

### 1.5 Objectifs financiers et opérationnels pour 2013

Les objectifs pour 2013 et les données comparatives pour 2012 présentés ci-dessous tiennent compte de l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Nos objectifs et nos hypothèses pour 2013 sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.



## Objectifs pour 2013 et résultats ajustés pour 2012

Après l'application d'IAS 19 modifiée	Résultats ajustés pour 2012 et croissance	Objectifs pour 2013 et croissance
<b>Chiffres consolidés</b>		
Produits	10,921 G\$ 5,0 %	<b>11,4 G\$ à 11,6 G\$</b> <b>4 % à 6 %</b>
BAlIA ajusté pour IAS 19 (2011) <sup>1,2</sup>	3,859 G\$ 5,3 %	<b>3,95 G\$ à 4,15 G\$</b> <b>2 % à 8 %</b>
BPA de base ajusté pour IAS 19 (2011) <sup>2</sup>	3,69 \$ 6,0 %	<b>3,80 \$ à 4,20 \$</b> <b>3 % à 14 %</b>
Dépenses d'investissement <sup>3</sup>	1,981 G\$ 7,3 %	<b>Environ 1,95 G\$</b>
<b>Secteur des services mobiles</b>		
Produits (externes)	5,845 G\$ 7,0 %	<b>6,2 G\$ à 6,3 G\$</b> <b>6 % à 8 %</b>
BAlIA ajusté pour IAS 19 (2011) <sup>1,2</sup>	2,458 G\$ 12,9 %	<b>2,575 G\$ à 2,675 G\$</b> <b>5 % à 9 %</b>
<b>Secteur des services filaires</b>		
Produits (externes)	5,076 G\$ 2,9 %	<b>5,2 G\$ à 5,3 G\$</b> <b>2 % à 4 %</b>
BAlIA ajusté pour IAS 19 (2011) <sup>1,2</sup>	1,401 G\$ (5,8) %	<b>1,375 G\$ à 1,475 G\$</b> <b>(2) % à 5 %</b>

1. Le BAlIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la *rubrique 7.1*.
2. Tient compte de l'incidence hors trésorerie de l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011), à l'exercice 2013, et compte tenu de l'application requise aux périodes précédentes, sur une base rétrospective.
3. L'objectif au chapitre des dépenses d'investissement pour 2013 ne tient pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

Les produits et le BAlIA consolidés devraient bénéficier de la mise à exécution continue de nos initiatives visant les services mobiles et les services de transmission de données. Le BPA de base devrait afficher une augmentation qui pourrait atteindre 14 %, en raison de la croissance du bénéfice opérationnel.

Les produits du secteur des services mobiles devraient afficher une hausse, en raison de la croissance modérée du nombre d'abonnés et des PMAA. Nous devrions continuer à bénéficier de nos investissements dans notre réseau 4G LTE, ce qui devrait se traduire par une croissance continue des produits tirés des services de transmission de données et des services d'itinérance et nous aider à contrebalancer la plus lente diminution des produits tirés des services de transmission de la voix. Une hausse de 5 % à 9 % du BAlIA du secteur des services mobiles est prévue.

Les produits du secteur des services filaires devraient augmenter, en raison de la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, notamment les services OPTIK TV et Internet haute vitesse, ainsi que des produits tirés des services pour les clients d'affaires, facteurs neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants. Le BAlIA du secteur des services filaires devrait afficher une hausse qui pourrait atteindre 5 %. Nous prévoyons une amélioration des marges liées aux services OPTIK, aux ententes avec de grandes entreprises et aux initiatives en matière d'efficacité, qui sera neutralisée en partie par la tendance à la baisse continue, au sein de l'industrie, des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées.

Les dépenses d'investissement consolidées devraient s'établir de nouveau à environ 1,95 milliard de dollars, montant qui exclut les coûts relatifs aux acquisitions de licences de spectre tels que, sans être limités à ceux-ci, les coûts liés à l'acquisition de spectre dans la bande de 700 MHz dans le cadre des enchères nationales prévues pour le second semestre de 2013. Nous prévoyons continuer d'investir dans la capacité du réseau mobile et dans la croissance des réseaux, et nous prévoyons une réduction des investissements liés au déploiement du réseau 4G LTE en milieu urbain. Nous prévoyons poursuivre l'élargissement de notre infrastructure à large bande et les mises à niveau à l'appui de nos services OPTIK TV et Internet haute vitesse et de l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Nous comptons en outre mener à terme la construction du nouveau centre de données Internet évolué situé à Kamloops, en Colombie-Britannique. L'intensité du capital exprimée en pourcentage des produits consolidés devrait s'établir à environ 17 %, en baisse par rapport à 18 % au cours des trois derniers exercices.

Les objectifs de 2013 sont basés sur un grand nombre d'hypothèses, dont les suivantes :

- Une concurrence soutenue au chapitre des services filaires et des services mobiles dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Un gain de [2] à [3] points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, et une croissance du nombre d'abonnés en raison de l'intensification de la concurrence ainsi que de l'utilisation de téléphones intelligents, de tablettes et d'applications de transmission de données et des échanges d'appareils.

- Le maintien ou la légère hausse des PMAA tirés des services mobiles de TELUS, étant donné que la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données et des services d'itinérance mondiale est neutralisée par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix.
- Le maintien ou l'augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles, en raison des mises en service d'un plus grand nombre de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés, y compris les échanges d'appareils.
- Des dépenses d'investissement qui seront touchées par les investissements continus à l'appui de la croissance soutenue du nombre d'abonnés aux services mobiles et aux services filaires, ainsi que des améliorations apportées aux technologies.
- Une croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants.
- Un taux d'actualisation au titre des régimes de retraite de 3,9 % (taux final pour 2012 et en baisse de 60 points de base par rapport au taux estimé au début de 2012).
- La charge totale au titre des régimes de retraite à prestations définies pour 2013 devrait s'élever à environ 160 millions de dollars, soit environ 110 millions de dollars au titre des charges opérationnelles (charge au titre des avantages du personnel) et 50 millions de dollars au titre des coûts de financement. Nous avons enregistré un recouvrement au titre des régimes de retraite à prestations définies de 11 millions de dollars en 2012 dans les avantages du personnel avant l'application de la norme IAS 19 modifiée (une charge ajustée au titre des régimes de retraite à prestations définies de 102 millions de dollars pour 2012 et un montant additionnel de 42 millions de dollars au titre des coûts de financement en 2012 suivant l'application rétrospective de la norme modifiée).
- Un montant stable de 195 millions de dollars (172 millions de dollars en 2012) au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Des coûts de restructuration d'environ 75 millions de dollars dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle et aux fins de la rentabilité des capitaux, étayées par des initiatives ne nécessitant aucune charge de restructuration.
- Des coûts de financement nets d'environ 400 millions de dollars, incluant des coûts de 50 millions de dollars au titre des régimes de retraite par suite de l'application de la norme IAS 19 modifiée (coûts de financement nets ajustés de 374 millions de dollars en 2012).
- Une dotation aux amortissements consolidée d'environ 1,9 milliard de dollars (1,865 milliard de dollars en 2012)
- Un taux d'imposition prévu par la loi de 25 % à 26 % (25,7 % en 2012).
- Des paiements d'impôt en trésorerie de 390 millions de dollars à 440 millions de dollars (150 millions de dollars en 2012). La hausse de ces paiements est imputable à l'augmentation du bénéfice, à un important paiement final exigible au premier trimestre de 2013 relativement à l'année d'imposition 2012, et à l'augmentation des acomptes provisionnels en fonction du bénéfice comptabilisé en 2012.

## 2. Analyse des résultats opérationnels

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

### 2.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels et nos secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

## 2.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances

### Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
<b>Produits opérationnels</b>	<b>2 851</b>	<b>2 774</b>	<b>2 665</b>	<b>2 631</b>	2 690	2 622	2 554	2 531
<b>Charges opérationnelles</b>								
Achat de biens et services	1 330	1 222	1 152	1 116	1 316	1 178	1 134	1 098
Charge au titre des avantages du personnel	574	534	515	506	500	476	470	447
Dotation aux amortissements	478	461	456	470	481	443	442	444
	<b>2 382</b>	<b>2 217</b>	<b>2 123</b>	<b>2 092</b>	2 297	2 097	2 046	1 989
<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>469</b>	<b>557</b>	<b>542</b>	<b>539</b>	393	525	508	542
Coûts de financement	86	86	85	75	87	92	94	104
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>383</b>	<b>471</b>	<b>457</b>	<b>464</b>	306	433	414	438
Charge d'impôt sur le résultat	92	120	129	116	69	107	90	110
<b>Bénéfice net</b>	<b>291</b>	<b>351</b>	<b>328</b>	<b>348</b>	237	326	324	328
<b>Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et actions sans droit de vote</b>	<b>291</b>	<b>351</b>	<b>328</b>	<b>348</b>	246	325	321	327
<b>Bénéfice net par action<sup>1</sup></b>								
De base	0,89	1,08	1,01	1,07	0,76	1,00	0,99	1,01
Dilué	0,89	1,07	1,00	1,06	0,75	1,00	0,98	1,00
<b>Dividendes en espèces déclarés par action<sup>1,2</sup></b>	<b>0,64</b>	<b>0,61</b>	—	<b>1,19</b>	0,58	0,55	0,55	0,525
<b>Information supplémentaire</b>								
BAIIA <sup>3</sup>	947	1 018	998	1 009	874	968	950	986
Coûts de restructuration compris dans le BAIIA et le bénéfice opérationnel	19	3	13	13	16	3	12	4

1. Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.

2. Les dividendes déclarés au premier trimestre de 2012 comprennent le dividende pour le premier trimestre (58 cents par action), ainsi que le dividende pour le deuxième trimestre (61 cents par action).

3. Le BAIIA correspond au bénéfice opérationnel avant la dotation aux amortissements. Se reporter à la description fournie à la rubrique 7.1, « BAIIA ».

### Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés reflète principalement la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et des PMAA; l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile, qui ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre; la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle découle du service de télévision et du service Internet haute vitesse, a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance de 27 % en 2012), laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix (diminution de 2,6 % en 2012). La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus grande utilisation de forfaits de services de transmission de données et de la plus importante consommation de données en raison de l'utilisation accrue de téléphones intelligents, ainsi que de la hausse des produits tirés des services d'itinérance. Les PMAA combinés se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de neuf trimestres consécutifs, après avoir affiché une baisse pendant plusieurs exercices, la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données ayant largement neutralisé le recul continu, mais toutefois moindre, des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Le ralentissement de la tendance au chapitre de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données est imputable en partie aux pressions concurrentielles, lesquelles entraînent l'ajout de plus importants lots de données aux forfaits, au nombre plus élevé de forfaits comportant la messagerie textuelle illimitée ainsi qu'au transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. La diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix a ralenti au cours des récents trimestres, en raison notamment de l'incidence de l'utilisation, par les abonnés, de nouveaux services groupés et forfaits promotionnels comportant un plus grand nombre de minutes incluses.

Les produits tirés de l'équipement mobile ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre, en raison de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés et de l'augmentation des produits découlant du programme d'échange d'appareil, facteurs neutralisés par les volumes à la baisse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent également avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Par ailleurs, les PMAA tirés des services mobiles enregistrent généralement des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services de transmission de données découlant de l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 33 % en 2012), ainsi que la croissance des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services gérés à l'intention du marché d'affaires. La croissance des produits tirés des services Internet tient notamment à l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse de TELUS (croissance de 6,8 % en 2012) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi qu'aux hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services et applications IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. Shaw Communications Inc. a accru ses activités promotionnelles et ses incitatifs vers la fin de 2011 et au premier trimestre de 2012 afin de reconquérir et de protéger sa clientèle d'abonnés, et a réduit ses activités promotionnelles au cours de la seconde moitié du premier trimestre. Nous avons subi une augmentation séquentielle des pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au premier trimestre de 2012, qui s'explique par l'accroissement des activités promotionnelles. Sauf au premier trimestre de 2012, le taux de pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau a diminué depuis le milieu de 2010 et jusqu'à la fin de 2012, en raison de l'incidence favorable des services Télé OPTIK et Internet haute vitesse de TELUS et de l'offre de services groupés améliorés. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le remplacement des lignes de transmission de la voix par les services IP. Le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau a pour sa part augmenté au cours des deux premiers trimestres de 2011, en raison de l'offre de services de gros aux entreprises clientes.

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles du quatrième trimestre décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel reflète notamment l'accroissement de la rémunération, l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP ») découlant de plusieurs petites acquisitions effectuées et de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance du service Télé OPTIK, des services à l'intention du marché d'affaires et des services mobiles, ainsi que l'augmentation des coûts de restructuration liés à l'effectif en 2012.

La hausse séquentielle de la dotation aux amortissements au quatrième trimestre de 2011 découle d'une réduction de valeur de 19 millions de dollars du goodwill lié aux actifs d'un établissement à l'étranger qui étaient disponibles à la vente au 31 décembre 2011 et qui ont été vendus en 2012, ainsi que de l'augmentation des immobilisations corporelles du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires en raison de la croissance du nombre d'abonnés.

Les coûts de financement trimestriels ont de façon générale diminué, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif découlant des activités de refinancement au deuxième trimestre de 2011. Les coûts de financement sont présentés déduction faite des montants variables de produits d'intérêts et comprennent divers profits ou pertes de change. Ainsi, les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs ont donné lieu à une diminution de 10 millions de dollars des coûts de financement au premier trimestre de 2012.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du BPA de base reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements.

### Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les montants par BPA)	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Incidence sur le bénéfice net	10	3	(11)	10	10	—	11	—
Incidence sur le BPA	0,03	0,01	(0,03)	0,03	0,03	—	0,03	—
BPA excluant les incidences fiscales	0,86	1,07	1,04	1,04	0,73	1,00	0,96	1,01

### 2.3 Résultats opérationnels consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre rendement financier consolidé. Une analyse du rendement de nos secteurs opérationnels est présentée à la rubrique 2.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 2.5, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

#### Produits opérationnels

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Services	2 598	2 447	6,2 %	10 079	9 606	4,9 %
Équipement	236	216	9,3 %	773	719	7,5 %
Produits tirés des services et de l'équipement	2 834	2 663	6,4 %	10 852	10 325	5,1 %
Autres produits opérationnels	17	27	(37,0) %	69	72	(4,2) %
	2 851	2 690	6,0 %	10 921	10 397	5,0 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté de 161 millions de dollars et de 524 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 151 millions de dollars et de 473 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Les produits tirés du réseau mobile et des autres services se sont accrus d'un exercice à l'autre de 103 millions de dollars, ou 8,0 %, pour le trimestre, et de 369 millions de dollars, ou 7,3 %, pour l'exercice complet, en raison essentiellement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile découlant de la croissance du nombre d'abonnés, de l'adoption accélérée des téléphones intelligents ainsi que de l'accroissement des volumes d'itinérance, qui a excédé la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services filaires ont augmenté d'un exercice à l'autre de 48 millions de dollars, ou 4,2 %, pour le trimestre, et de 104 millions de dollars, ou 2,3 %, pour l'exercice complet, résultats qui tiennent au fait que la croissance des services de transmission de données, y compris le service Télé OPTIK, le service Internet et les services gérés à l'intention du marché d'affaires, a excédé la baisse des services de transmission de la voix locaux et interurbains existants et des autres services.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars et de 54 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison principalement de la hausse des ventes d'équipement filaire de transmission de données et, dans une moindre mesure, de la hausse des produits tirés des ventes d'équipement mobile.
- Les **autres produits opérationnels** ont diminué d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars et de 3 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. La diminution pour le trimestre tient compte du recouvrement moins élevé de coûts liés à l'effectif en vertu de programmes d'emploi gouvernementaux admissibles. Pour l'exercice complet, un profit de 9 millions de dollars sur le terrain lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012 et les plus importants montants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui ont été comptabilisés relativement à la prestation de services Internet à large bande à un certain nombre de collectivités rurales et éloignées admissibles, ont été largement neutralisés par le profit hors trésorerie à la réévaluation de 17 millions de dollars sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc. en 2011. En ce qui concerne le profit sur le terrain lié à la coentreprise résidentielle Jardin TELUS, le montant total du profit est de 18 millions de dollars, la comptabilisation d'une tranche de 9 millions de dollars ayant été différée jusqu'à ce que la propriété des habitations en copropriété ait été transférée, lorsque les travaux de construction seront terminés.

### Charges opérationnelles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Achat de biens et services	1 330	1 316	1,1 %	4 820	4 726	2,0 %
Charge au titre des avantages du personnel	574	500	14,8 %	2 129	1 893	12,5 %
Amortissement des immobilisations corporelles	373	342	9,1 %	1 422	1 331	6,8 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	105	139	(24,5) %	443	479	(7,5) %
	<b>2 382</b>	<b>2 297</b>	<b>3,7 %</b>	<b>8 814</b>	<b>8 429</b>	<b>4,6 %</b>

Les charges opérationnelles consolidées ont augmenté de 85 millions de dollars et de 385 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- **L'achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars et de 94 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts engagés relativement au contenu et au soutien en vue d'accroître et de gérer les services Télé OPTIK, de l'accroissement du coût des ventes lié à l'augmentation des produits tirés de l'équipement filaire de transmission de données, et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance de 4,5 % des abonnés aux services mobiles. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse des provisions au titre de la restructuration liées au regroupement de biens immobiliers.
- **La charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 74 millions de dollars et de 236 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Les augmentations reflètent essentiellement la hausse de 48 millions de dollars et de 162 millions de dollars, respectivement, de la charge au titre des salaires au cours du trimestre et de l'exercice complet, qui tient à l'accroissement de la rémunération, la prise en compte, en 2012, des activités de certains détaillants de services mobiles de TELUS acquis en 2011, les petites acquisitions effectuées en 2012, l'embauche, au cours du dernier exercice, de personnel afin de prendre en charge l'augmentation du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK, et la prise en compte en 2012, pour un mois supplémentaire, des charges liées à la consolidation de la participation dans Transactel depuis février 2011. Les recouvrements au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel ont diminué de 6 millions de dollars pour le trimestre et de 23 millions de dollars pour l'exercice complet, et les coûts de restructuration liés à l'effectif se sont accrus de 9 millions de dollars pour le trimestre et de 25 millions de dollars pour l'exercice complet. La rémunération fondée sur des actions a augmenté de 7 millions de dollars pour le trimestre et de 23 millions de dollars pour l'exercice complet, car les recouvrements liés à l'option de règlement en espèces net comptabilisés en 2011 n'étaient pas récurrents. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre incorporés à l'actif, laquelle s'est élevée à 5 millions de dollars pour l'exercice complet.
- **L'amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 31 millions de dollars et de 91 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison principalement des investissements continus dans le réseau à l'appui de la croissance, ainsi que des mises hors service, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du matériel informatique et de l'équipement numérique pour les sites cellulaires entièrement amortis.
- **L'amortissement des immobilisations incorporelles** a diminué d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison principalement de l'augmentation des logiciels ayant une plus longue durée d'utilité, et de la comptabilisation, au quatrième trimestre de 2011 et non en 2012, d'une réduction de valeur de 19 millions de dollars du goodwill lié aux actifs d'un établissement à l'étranger qui étaient disponibles à la vente au 31 décembre 2011. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par les mises hors service, les investissements accrus dans le réseau et dans les autres logiciels, ainsi que par les acquisitions effectuées.

### Bénéfice opérationnel

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
	<b>469</b>	<b>393</b>	<b>19,3 %</b>	<b>2 107</b>	<b>1 968</b>	<b>7,1 %</b>

Le bénéfice opérationnel a augmenté de 76 millions de dollars et de 139 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces résultats à la hausse s'expliquent en grande partie par l'augmentation du BAIIA du secteur des services mobiles, qui s'est établi à 69 millions de dollars pour le trimestre et à 281 millions de dollars pour l'exercice complet et qui résulte de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile ainsi que des marges plus élevées. La croissance du BAIIA du secteur des services mobiles pour l'exercice complet a été neutralisée en partie par la baisse de 87 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires, qui tient au fait que la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données a été largement neutralisée par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées. De plus, le total de la dotation aux amortissements pour l'exercice a augmenté.

#### Coûts de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Charges d'intérêts	89	91	(2,2) %	355	389	(8,7) %
Produits d'intérêts et profits (pertes) de change	(3)	(4)	25,0 %	(23)	(12)	(91,7) %
	86	87	(1,1) %	332	377	(11,9) %

Les coûts de financement ont diminué de 1 million de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les **charges d'intérêts** ont diminué de 34 millions de dollars pour l'exercice complet, en raison essentiellement de la baisse du taux d'intérêt effectif. La baisse du taux d'intérêt effectif découle en grande partie des activités de refinancement au deuxième trimestre de 2011, au cours duquel la tranche restante des billets libellés en dollars américains est arrivée à échéance le 1<sup>er</sup> juin et les swaps de devises connexes ont été réglés (taux d'intérêt effectif combiné de 8,5 %), opération qui a été financée au moyen de l'émission, en mai 2011, de titres de créance à 3,65 % et de papier commercial à faible taux.

Les **produits d'intérêts et profits (pertes) de change** tiennent compte de produits d'intérêts de 2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et de 14 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, qui ont été comptabilisés relativement au règlement de questions fiscales, par rapport à 1 million de dollars et à 2 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2011. Le solde pour chaque période représente essentiellement des profits de change.

#### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	99	84	17,9 %	456	433	5,3 %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(8)	(9)	n.s.	(13)	(20)	n.s.
Réévaluation du passif d'impôt différé pour réfléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	(12)	n.s.	12	(37)	n.s.
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	—	(1)	n.s.	2	(1)	n.s.
Autres	1	7	n.s.	—	1	n.s.
	92	69	33,3 %	457	376	21,5 %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	25,8	27,4	(1,6) pt	25,7	27,2	(1,5) pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	23,9	22,6	1,3 pt	25,7	23,6	2,1 pts

Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi ont augmenté au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, car la hausse du bénéfice avant impôt (25 % pour le trimestre et 12 % pour l'exercice complet) a été neutralisée en partie par la baisse des taux d'imposition combinés prévus par la loi. Les taux d'imposition effectifs diffèrent des taux prévus par la loi, en raison de la réévaluation des passifs d'impôt différé, de l'écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs et des ajustements corrélatifs à ce redressement, ainsi que des autres écarts au chapitre du bénéfice imposable. La réévaluation du passif d'impôt différé en 2012 tient compte de l'incidence de l'élimination des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement, tandis qu'en 2011, les taux d'imposition avaient de façon générale diminué.

### Bénéfice global (perte globale)

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Bénéfice net	291	237	22,8 %	1 318	1 215	8,5 %
Autres éléments du résultat global						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	25	(1)	n.s.	29	10	190,0 %
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat	(482)	(408)	(18,1) %	(400)	(851)	53,0 %
	(166)	(172)	3,5 %	947	374	153,2 %

La perte globale a diminué de 6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012, par rapport à la période correspondante de 2011, et le bénéfice global a augmenté de 573 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, par rapport à la période correspondante de 2011.

- Le **bénéfice net** a augmenté de 54 millions de dollars et de 103 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011 (se reporter à la *rubrique 1.3, « Faits saillants »*).
- Les **autres éléments du résultat global qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat** comprennent les variations de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger en 2012 et en 2011, ainsi qu'une augmentation après impôt de 22 millions de dollars et de 33 millions de dollars, respectivement, de la juste valeur latente d'un investissement en capital-risque disponible à la vente comptabilisée au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012.
- L'**autre élément du résultat global qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat** concerne les écarts actuariels après impôt au titre des régimes à prestations définies, qui fluctueront probablement d'une période à l'autre et qui découlent de la réduction du taux d'actualisation des régimes de retraite à prestations définies, facteur neutralisé en partie par les activités de capitalisation et par le rendement des actifs des régimes.

Avec prise d'effet à l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011), entraînera la comptabilisation de variations rétrospectives aux comptes consolidés de résultat et de résultat global, y compris des variations du bénéfice net qui sont entièrement compensées par les variations de l'autre élément du résultat global qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat. Se reporter à la *rubrique 5, « Faits nouveaux concernant les méthodes comptables »*.

### 2.4 Secteur des services mobiles

Les produits opérationnels du secteur des services mobiles ont augmenté de 111 millions de dollars et de 386 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

#### Produits opérationnels – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Voix	808	811	(0,4) %	3 241	3 326	(2,6) %
Données	570	466	22,3 %	2 126	1 678	26,7 %
Services de réseau	1 378	1 277	7,9 %	5 367	5 004	7,3 %
Équipement et autres produits	155	147	5,4 %	478	458	4,4 %
Produits opérationnels externes	1 533	1 424	7,7 %	5 845	5 462	7,0 %
Produits tirés des activités intersectorielles	11	9	22,2 %	41	38	7,9 %
Total des produits opérationnels	1 544	1 433	7,7 %	5 886	5 500	7,0 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	41	36	5 pts	40	34	6 pts



Les **produits tirés des services de réseau** se sont accrus de 101 millions de dollars et de 363 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars et de 85 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison de la tendance continue à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix, laquelle s'est toutefois atténuée. Cette atténuation tient à l'utilisation, par les abonnés, de nouveaux services groupés et de forfaits promotionnels comportant un nombre plus élevé de minutes incluses, à la hausse des tarifs pour les minutes non incluses entrée en vigueur au quatrième trimestre de 2012, ainsi qu'à la diminution des crédits au titre de la facturation découlant de l'attention que nous avons prêtée aux initiatives liées au programme Simplicité<sup>MD</sup> afin d'améliorer l'expérience client. La réduction d'un exercice à l'autre des PMAA tirés des services de transmission de la voix s'explique par le volume accru du nombre d'abonnés aux clés Internet mobile et aux tablettes pour lesquelles aucun produit des services de transmission de la voix ne peut être tiré, par l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses pour les appels locaux et interurbains, ainsi que par la pénétration accrue de la marque Koodo<sup>MD</sup>, qui génère des PMAA plus faibles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance et par la hausse des tarifs pour les minutes non incluses. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 35,66 \$ et à 36,39 \$, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 1,77 \$, ou 4,7 %, pour le trimestre, et de 2,81 \$, ou 7,2 %, pour l'exercice complet. Le nombre moyen de minutes par abonné a augmenté d'un exercice à l'autre de 2,1 % au cours du quatrième trimestre de 2012 et de 1,2 % pour l'exercice complet 2012.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 104 millions de dollars et de 448 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. La hausse des produits tirés des services de transmission de données reflète la croissance du nombre d'abonnés, les produits élevés tirés des services liés aux téléphones intelligents et à la messagerie textuelle, qui découlent de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, de la hausse des produits tirés des services de transmission de données en itinérance en raison de l'accroissement des volumes et en dépit de la baisse des tarifs liés à ces services de transmission, de l'utilisation accrue de forfaits de services de transmission de données, de la croissance des clés Internet mobile et des tablettes et de l'accroissement des tarifs liés à la messagerie textuelle payable à l'utilisation, de même que de la réduction des crédits au titre de la facturation. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 25,29 \$ et à 24,00 \$, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en hausse d'un exercice à l'autre de 3,64 \$, ou 17 %, pour le trimestre, et de 4,10 \$, ou 21 %, pour l'exercice complet.
- Les PMAA combinés se sont établis à 60,95 \$ et à 60,39 \$, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en hausse d'un exercice à l'autre de 1,87 \$, ou 3,2 %, pour le trimestre, et de 1,29 \$, ou 2,2 %, pour l'exercice complet. Les augmentations découlent principalement de l'utilisation accrue des services d'itinérance et des services de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA combinés ont augmenté d'un exercice à l'autre pour neuf trimestres consécutifs.
- Les ajouts bruts d'abonnés ont diminué d'un exercice à l'autre de 36 000, ou 7,3 %, au quatrième trimestre de 2012, et de 152 000, ou 8,5 %, au cours de l'exercice complet 2012. L'intensification de la concurrence s'est traduite par une concurrence au chapitre des prix des appareils, par un accroissement du nombre de forfaits promotionnels offerts, par notre élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement, ainsi que par des crédits liés aux transferts de numéros de téléphone mobile et des crédits en magasin offerts par des concurrents nationaux bien établis et par de nouveaux venus.

Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont reculé d'un exercice à l'autre de 30 000, ou 8,5 %, pour le trimestre, et de 112 000, ou 8,7 %, pour l'exercice complet. Le recul s'explique en partie par l'intensification de la concurrence ainsi que par des décisions d'achat disciplinées, tandis que les branchements pour l'exercice complet ont aussi été touchés par le resserrement des politiques de crédit.

Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué d'un exercice à l'autre de 6 000, ou 4,4 %, pour le trimestre, et de 40 000, ou 7,8 %, pour l'exercice complet. Le lancement, en août 2012, de services prépayés sous la marque Koodo a atténué la baisse des mises en service par rapport à la réduction enregistrée plus tôt au cours de l'exercice.

- Les ajouts nets d'abonnés ont diminué d'un exercice à l'autre de 17 000, ou 13 %, au cours du quatrième trimestre de 2012, et de 38 000, ou 10 %, au cours de l'exercice complet 2012.

Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés ont diminué d'un exercice à l'autre de 25 000, ou 17 %, au cours du quatrième trimestre de 2012, et de 11 000, ou 2,6 % au cours de l'exercice complet 2012. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au premier semestre de 2012 et en 2011 ont été touchés par la perte d'abonnés tenant au fait que le gouvernement fédéral a décidé d'octroyer un contrat visant la prestation de services mobiles à une entreprise concurrente nationale établie dont la soumission prévoyait des tarifs peu élevés. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés pour l'exercice complet ont diminué de 112 000, et la réduction nette de 11 000 des ajouts nets d'abonnés des services postpayés tient au faible taux de désabonnement des services postpayés.

Les pertes nettes d'abonnés des services prépayés se sont établies à 11 000 et à 83 000, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport à des pertes nettes de 19 000 et de 56 000, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2011. La diminution des abonnés des services prépayés reflète le transfert de ces abonnés aux services postpayés dans le cadre des efforts en matière de fidélisation, ainsi que l'intensification de la concurrence dans les secteurs de marché présentant une valeur moins élevée, et notre décision de ne pas faire d'offres similaires à certaines offres faites par des concurrents. L'amélioration relative enregistrée au quatrième trimestre de 2012 découle en partie du lancement, en août 2012, de services prépayés sous la marque Koodo.

- Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est établi à 1,51 % et à 1,47 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, comparativement à 1,67 % et à 1,68 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2011. Le taux de désabonnement combiné de 1,51 % pour le quatrième trimestre de 2012 représente une hausse séquentielle habituelle par rapport au taux de 1,44 % enregistré au troisième trimestre de 2012, et constitue le taux de désabonnement le plus bas comptabilisé pour un quatrième trimestre depuis 2006. Le taux de désabonnement des services postpayés s'est établi à 1,12 % et à 1,09 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en baisse par rapport à 1,23 % et à 1,31 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2011. Le taux de désabonnement en 2011 tenait compte de l'incidence de la perte du contrat du gouvernement fédéral visant la prestation de services mobiles, tandis que le taux de désabonnement en 2012 tient principalement à l'attention que nous continuons de prêter à l'expérience client, y compris le programme d'échange d'appareil en toute simplicité et l'élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement, grâce auxquels les abonnés des services postpayés peuvent facilement échanger leur appareil contre un nouvel appareil avant la fin de leur contrat, ainsi qu'à l'importance que nous accordons à la fidélisation des clients présentant une valeur élevée et au resserrement des politiques de crédit.
- Le taux d'adoption des téléphones intelligents a représenté 76 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au quatrième trimestre de 2012, comparativement à 74 % au quatrième trimestre de 2011. Au 31 décembre 2012, les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentaient 66 % du nombre d'abonnés des services postpayés, comparativement à 53 % à l'exercice précédent. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. L'accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits opérationnels prévus sur la durée de l'appareil. L'accroissement de la gamme de téléphones intelligents devrait également donner lieu à une hausse des frais de fidélisation dans l'avenir et à une utilisation accrue du réseau, et nécessiter des investissements continus dans la capacité du réseau.

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont augmenté de 8 millions de dollars et de 20 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces résultats s'expliquent principalement par l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile, laquelle découle de la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus, ce qui s'est traduit par une hausse du prix moyen des appareils, facteur neutralisé en partie par la baisse des volumes d'acquisition d'abonnés ainsi que par l'élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement et, pour l'exercice complet, par la diminution des volumes de fidélisation. Les volumes de fidélisation pour l'exercice complet ont diminué en 2012, résultat qui tient au fait qu'un nombre important des abonnés des services postpayés ont échangé leur appareil contre un nouvel appareil en 2011 dans le cadre du programme d'échange d'appareil en toute simplicité.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

**Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles**

	Aux 31 décembre					
	2012			2011		
<b>Abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	<b>6 543</b>	6 130				6,7 %
Prépayés	<b>1 127</b>	1 210				(6,9) %
Total	<b>7 670</b>	7 340				4,5 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	<b>85,3</b>	83,5				1,8 pt
Total de la population couverte <sup>1</sup> (en millions)	<b>34,7</b>	34,4				0,9 %
Population couverte par le réseau HSPA+ <sup>2</sup> (en millions)	<b>34,3</b>	33,8				1,5 %
Population couverte par le réseau LTE <sup>2</sup> (en millions)	<b>23,9</b>	—				n.s.
	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre			31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>Ajouts bruts d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	<b>324</b>	354	(8,5) %	<b>1 174</b>	1 286	(8,7) %
Prépayés	<b>131</b>	137	(4,4) %	<b>472</b>	512	(7,8) %
Total	<b>455</b>	491	(7,3) %	<b>1 646</b>	1 798	(8,5) %
<b>Ajouts nets d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	<b>123</b>	148	(16,9) %	<b>414</b>	425	(2,6) %
Prépayés	<b>(11)</b>	(19)	42,1 %	<b>(83)</b>	(56)	(48,6) %
Total	<b>112</b>	129	(13,2) %	<b>331</b>	369	(10,3) %
PMAA <sup>3</sup> (en dollars)	<b>60,95</b>	59,08	3,2 %	<b>60,39</b>	59,10	2,2 %
Taux de désabonnement, par mois <sup>3</sup> (en %)						
Combinés	<b>1,51</b>	1,67	(0,16) pt	<b>1,47</b>	1,68	(0,21) pt
Services postpayés	<b>1,12</b>	1,23	(0,11) pt	<b>1,09</b>	1,31	(0,22) pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	<b>341</b>	334	2,1 %	<b>336</b>	332	1,2 %
Frais d'acquisition <sup>4</sup> par ajout brut d'abonné <sup>3</sup> (en dollars)	<b>453</b>	421	7,6 %	<b>408</b>	386	5,7 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau <sup>3</sup> (en %)	<b>13,4</b>	13,6	(0,2) pt	<b>11,4</b>	12,4	(1,0) pt

1. Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente ainsi que les ententes de partage de réseau.
2. Y compris les ententes de partage de réseau.
3. Se reporter à la rubrique 7.3, « Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
4. Frais d'acquisition.

Les charges du secteur des services mobiles ont augmenté de 42 millions de dollars et de 105 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

**Charges opérationnelles – secteur des services mobiles**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre			31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	<b>389</b>	373	4,3 %	<b>1 257</b>	1 237	1,6 %
Charges opérationnelles des services de réseau	<b>168</b>	166	1,2 %	<b>674</b>	662	1,8 %
Frais de marketing	<b>134</b>	130	3,1 %	<b>431</b>	464	(7,1) %
Frais généraux et d'administration						
Charge au titre des avantages du personnel	<b>158</b>	148	6,8 %	<b>596</b>	540	10,4 %
Autres frais généraux et d'administration	<b>126</b>	116	8,6 %	<b>461</b>	411	12,2 %
Total des charges opérationnelles	<b>975</b>	933	4,5 %	<b>3 419</b>	3 314	3,2 %

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars et de 20 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison de l'accroissement des coûts par appareil découlant de l'utilisation accrue de téléphones intelligents par des abonnés existants et par de nouveaux abonnés, y compris la forte demande concernant l'appareil iPhone 5, facteur neutralisé en partie par les volumes à la baisse d'acquisition d'abonnés. Les volumes de fidélisation sont demeurés inchangés d'un exercice à l'autre au quatrième trimestre, en raison du solide rendement continu à l'égard des échanges d'appareils pour des téléphones intelligents, et ont diminué pour l'exercice complet, en raison des efforts fructueux en matière de fidélisation déployés en 2011.

- Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 13,4 % et à 11,4 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en baisse d'un exercice à l'autre de 0,2 point de pourcentage et de 1,0 point de pourcentage, respectivement, pour le trimestre et l'exercice complet. Pour l'exercice complet, la diminution des frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau s'explique principalement par la baisse des volumes de fidélisation découlant des importants efforts en matière de fidélisation déployés en 2011, les abonnés des services postpayés ayant tiré parti du programme d'échange d'appareil en toute simplicité. Elle tient également à la forte croissance des produits tirés des services de réseau, ainsi qu'à une baisse des commissions versées découlant de l'acquisition récente de détaillants de services mobiles TELUS. Cette baisse des commissions a été neutralisée en partie par l'augmentation des coûts de financement par appareil liés à la plus grande proportion de clients qui sont passés aux téléphones intelligents coûtant plus chers, y compris l'appareil iPhone 5.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont augmenté d'un exercice à l'autre de 32 \$ et de 22 \$, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Les augmentations sont principalement imputables à la hausse des coûts de financement par appareil reflétant la plus importante gamme de téléphones intelligents offerts, aux pressions concurrentielles sur les prix des appareils entraînant un plus important financement des appareils, à l'augmentation des frais de publicité et de promotion au quatrième trimestre, et à la hausse des commissions afin de prendre en charge la hausse du nombre de téléphones intelligents de plus grande valeur, facteurs qui ont été neutralisés en partie pour l'exercice complet par la réduction des frais de publicité et de promotion.

Les **charges opérationnelles des services de réseau** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars et de 12 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Les augmentations découlent de la hausse des coûts liés aux services d'itinérance tenant à l'accroissement des volumes, en dépit de la réduction des tarifs, ainsi que de l'augmentation des coûts opérationnels liés à l'élargissement des réseaux LTE et HSPA, facteurs neutralisés par la baisse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation.

Les **frais de marketing** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012. L'augmentation pour le trimestre est imputable à la hausse des frais de publicité et de promotion, facteur neutralisé en partie par la baisse des commissions. La diminution pour l'exercice complet tient à la baisse des commissions versées découlant de l'acquisition de détaillants de services mobiles TELUS, ainsi qu'à la réduction des frais de publicité et de promotion.

Le **total des frais généraux et d'administration** a augmenté d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars et de 106 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012.

- La charge au titre des avantages du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars et de 56 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison de l'accroissement de la rémunération, y compris les primes de rendement liées à la rentabilité comptabilisées, de la prise en compte intégrale des activités de certains détaillants de services mobiles TELUS acquises en 2011, de la hausse des coûts de restructuration liés à l'effectif et, pour l'exercice complet, de l'embauche de personnel en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre incorporés à l'actif.
- Les autres frais généraux et d'administration se sont accrus d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars et de 50 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance du nombre d'abonnés et des coûts de restructuration comptabilisés en 2012 relativement au regroupement de bureaux administratifs et, pour l'exercice complet, de la comptabilisation au deuxième trimestre de 2011 de crédits non récurrents de 11 millions de dollars consentis par les fournisseurs.

#### BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
BAIIA	569	500	13,8 %	2 467	2 186	12,9 %
BAIIA par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	41,3	39,2	2,1 pts	46,0	43,7	2,3 pts
Marge du BAIIA (en %)	36,9	34,9	2,0 pts	41,9	39,7	2,2 pts

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 69 millions de dollars et de 281 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les augmentations reflètent la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données et la gestion générale des charges, qui s'est traduite par une augmentation de plus de deux points de pourcentage des produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, ainsi que l'amélioration de la marge du BAIIA.

## 2.5 Secteur des services filaires

Les produits du secteur des services filaires ont augmenté de 53 millions de dollars et de 147 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

### Produits opérationnels – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Services et équipement de transmission de données	770	680	13,2 %	2 896	2 578	12,3 %
Services locaux de transmission de la voix	352	368	(4,3) %	1 416	1 514	(6,5) %
Services interurbains de transmission de la voix	103	115	(10,4) %	425	477	(10,9) %
Autres services et équipement	76	79	(3,8) %	272	296	(8,1) %
Produits tirés des services et de l'équipement	1 301	1 242	4,8 %	5 009	4 865	3,0 %
Autres produits opérationnels	17	24	(29,2) %	67	70	(4,3) %
Produits opérationnels externes	1 318	1 266	4,1 %	5 076	4 935	2,9 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	43	42	2,4 %	170	164	3,7 %
Total des produits opérationnels	1 361	1 308	4,1 %	5 246	5 099	2,9 %

Les **produits tirés des services et de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 59 millions de dollars et de 144 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012.

- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 90 millions de dollars et de 318 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Les augmentations sont principalement attribuables i) à la forte croissance continue du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK, et aux hausses de tarifs s'appliquant au service TELUS TV de base et aux forfaits Thématiques; ii) à l'accroissement des services Internet et des services de transmission de données améliorés découlant de la croissance attribuable à la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises, ainsi que de l'incidence favorable des offres de services groupés incluant le service Internet haute vitesse de TELUS qui nous aident à attirer de nouveaux abonnés et à les fidéliser, ainsi qu'aux hausses de tarifs s'appliquant au service Internet haute vitesse; iii) à l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données aux clients d'affaires; iv) à l'augmentation des produits tirés des services gérés à l'intention du marché d'affaires, qui découle de la prestation de services d'impartition de processus d'affaires pour les clients d'affaires.

### Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

(en milliers)	Aux 31 décembre					
	2012	2011	Variation			
<b>Abonnés à Internet</b>						
Haute vitesse	1 326	1 242	6,8 %			
Commuté	33	44	(25,0) %			
Total	1 359	1 286	5,7 %			
<b>Abonnés à TELUS TV</b>	678	509	33,2 %			
(en milliers)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés à Internet</b>						
Haute vitesse	23	24	(4,2) %	84	75	12,0 %
Commuté	(2)	(4)	50,0 %	(11)	(18)	38,9 %
Total	21	20	5,0 %	73	57	28,1 %
<b>Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV</b>	41	56	(26,8) %	169	196	(13,8) %

Nous offrons les services Télé OPTIK et Internet haute vitesse de TELUS en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, ainsi que le service TELUS TV Satellite en Colombie-Britannique et en Alberta. Nous avons comptabilisé des ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse élevés pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2012, en raison des branchements continus aux services de télévision et Internet groupés. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ont diminué au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, en raison de la plus faible croissance du nombre de nouveaux abonnés aux services de télévision, facteur neutralisé en partie par l'importante baisse des taux de désabonnement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars et de 98 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Le recul continue de refléter la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés de transmission de la voix découlant du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et Internet, de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés des services résidentiels, de la diminution consécutive des lignes résidentielles locales d'accès au réseau ainsi que d'offres concurrentielles similaires et de l'offre de services groupés dans les marchés déréglementés. Le recul reflète également la réduction des lignes d'affaires d'accès aux services de transmission de la voix découlant du remplacement de la technologie en faveur des services de transmission de données et des activités des concurrents, y compris la réduction des tarifs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par diverses hausses des tarifs locaux mensuels aux troisièmes trimestres de 2012 et de 2011.

#### Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

(en milliers)	Aux 31 décembre					
	2012	2011	Variation			
<b>Lignes d'accès au réseau</b>						
Lignes résidentielles	1 767	1 915	(7,7) %			
Lignes d'affaires	1 639	1 678	(2,3) %			
<b>Total</b>	<b>3 406</b>	<b>3 593</b>	<b>(5,2) %</b>			
(en milliers)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>(Pertes nettes) ajouts nets de lignes d'accès au réseau</b>						
Lignes résidentielles	(35)	(37)	5,4 %	(148)	(131)	(13,0) %
Lignes d'affaires	(7)	(11)	36,4 %	(39)	(15)	n.s.
<b>Total</b>	<b>(42)</b>	<b>(48)</b>	<b>12,5 %</b>	<b>(187)</b>	<b>(146)</b>	<b>(28,1) %</b>

Nous offrons des services résidentiels de transmission de la voix en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec. Le nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau continue d'être touché par le remplacement de la technologie pour les services locaux, en faveur des services mobiles et Internet, ainsi que par les activités promotionnelles des principaux câblodistributeurs concurrents. Pour l'exercice complet 2012, les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont augmenté de 17 000, par rapport à 2011, en raison principalement des importantes réductions des prix des téléphones filaires en Colombie-Britannique et en Alberta offertes par Shaw ayant commencé en novembre 2011. Shaw a prolongé l'offre jusqu'au début du premier trimestre de 2012 et elle l'a ensuite réduite. En conséquence, les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au quatrième trimestre de 2012 se sont légèrement améliorées par rapport à la période correspondante de 2011.

Nous offrons des services aux clients d'affaires à l'échelle nationale. Les pertes au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflètent l'intensification continue de la concurrence sur le marché des PME et le passage des services de transmission de la voix aux services IP plus efficaces. La croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux IP privés, n'est pas prise en compte dans le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau, et le passage des services de transmission de la voix existants aux services IP a donné lieu à une réduction des lignes d'affaires d'accès au réseau. Au cours de l'exercice complet 2011, les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau ont diminué en raison de la mise en place, au premier semestre de l'exercice, des services de transmission de la voix et de données pour les clients des services de gros.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars et de 52 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Ces baisses reflètent la concurrence continue au chapitre des tarifs et des services groupés dans l'ensemble de l'industrie, la diminution du nombre d'abonnés aux services locaux et le remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services par contournement.

- Les produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services ont diminué d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison essentiellement de la baisse des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits opérationnels** ont reculé d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars et de 3 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. La diminution pour le trimestre tient compte de la réduction du recouvrement des coûts liés à l'effectif en vertu de programmes d'emploi gouvernementaux admissibles. Pour l'exercice complet, le profit de 9 millions de dollars sur le terrain lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012 et les montants plus importants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui ont été comptabilisés relativement à la prestation de services Internet à large bande à un certain nombre de collectivités rurales et éloignées admissibles, ont été largement neutralisés par le profit hors trésorerie à la réévaluation de 17 millions de dollars sur la participation dans Transactel comptabilisé en 2011, ainsi que par la réduction du recouvrement des coûts liés à l'effectif en vertu de programmes d'emploi gouvernementaux admissibles comptabilisé en 2012.

Les **produits tirés d'activités intersectorielles** représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

#### Charges opérationnelles – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Achat de biens et services	567	582	(2,6) %	2 208	2 154	2,5 %
Charges au titre des avantages du personnel	416	352	18,2 %	1 533	1 353	13,3 %
	<b>983</b>	<b>934</b>	<b>5,2 %</b>	<b>3 741</b>	<b>3 507</b>	<b>6,7 %</b>

Les charges opérationnelles du secteur des services filaires ont augmenté de 49 millions de dollars et de 234 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont diminué d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 54 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012. La diminution pour le trimestre reflète essentiellement la baisse des frais de publicité et de promotion liés aux campagnes de marketing visant le service Internet haute vitesse de TELUS, la diminution des coûts liés à la main-d'œuvre externe, la baisse des charges au titre de la location d'immeubles découlant des mesures de regroupement de bureaux administratifs, ainsi que la hausse à l'exercice précédent des coûts de restructuration liés au regroupement de bureaux administratifs, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts engagés relativement au contenu et au soutien pour assurer la croissance du service TELUS TV (hausse de 33 % du nombre d'abonnés d'un exercice à l'autre) et par la hausse du coût des produits vendus découlant des ventes plus élevées d'équipement. L'augmentation pour l'exercice complet s'explique par la hausse des coûts engagés relativement au contenu et au soutien pour assurer la croissance du service TELUS TV, par la hausse du coût des produits vendus découlant des ventes plus élevées d'équipement et, dans une moindre mesure, par l'augmentation des frais de publicité et de promotion découlant de l'intensification de la concurrence au premier semestre de l'exercice, facteurs neutralisés en partie par la diminution des coûts liés à la main-d'œuvre externe, par la baisse des charges au titre de la location d'immeubles, ainsi que par la hausse à l'exercice précédent des coûts de restructuration.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 64 millions de dollars et de 180 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Ces résultats tiennent à l'accroissement de la rémunération, y compris les primes au rendement plus élevées comptabilisées, à l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP ») afin de soutenir l'accroissement des services d'impartition de processus d'affaires à l'échelle internationale pour les clients d'affaires, à l'embauche de personnel pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service TELUS TV, à la réduction du recouvrement au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel, à l'accroissement des coûts de restructuration liés à l'effectif, et à la diminution des coûts liés à la main-d'œuvre incorporés à l'actif. L'augmentation pour l'exercice complet découle également de la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2011, d'un recouvrement non récurrent lié au passif au titre des prestations, des acquisitions de petite envergure effectuées en 2012 et de la prise en compte, pour un mois supplémentaire en 2012, des charges additionnelles au titre de la consolidation des transactions liées à Transactel avec prise d'effet en février 2011.

**BAIIA – secteur des services filaires**

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
BAIIA	<b>378</b>	374	1,1 %	<b>1 505</b>	1 592	(5,5) %
Déduire : profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	—	n.s.	<b>(7)</b>	—	n.s.
Déduire : profit sur la participation dans Transactel	—	(1)	n.s.	—	(17)	n.s.
BAIIA ajusté	<b>378</b>	373	1,3 %	<b>1 498</b>	1 575	(4,9) %
Marge du BAIIA ajusté (en %)	<b>27,8</b>	28,5	(0,7) pt	<b>28,6</b>	31,0	(2,4) pts

Le BAIIA a augmenté d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012. Ce résultat s'explique par l'amélioration des marges liées au service Internet haute vitesse de TELUS et au service Télé OPTIK, lesquelles découlent de la hausse des tarifs, de la croissance du nombre d'abonnés et de la réduction des frais d'acquisition d'abonnés. Pour l'exercice complet 2012, le BAIIA a diminué d'un exercice à l'autre de 87 millions de dollars et le BAIIA ajusté a reculé d'un exercice à l'autre de 77 millions de dollars, résultats qui reflètent la diminution des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées, facteur neutralisé en partie par la croissance des services de transmission de données comme le service Internet haute vitesse de TELUS, du service Télé OPTIK et des ventes d'équipement générant des marges plus faibles.



### 3. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Aux 31 déc.		Variation		Explication concernant les variations
	2012	2011			
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	107	46	61	133	% Se reporter à la rubrique 4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 541	1 428	113	8	% Découle principalement de l'augmentation du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services filaires, de la croissance des produits du secteur des services filaires ainsi que de l'augmentation du nombre d'abonnés des services postpayés mobiles et des PMAA, facteurs neutralisés en partie par la diminution des débiteurs des détaillants de services mobiles et par la réduction du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services mobiles liés aux services postpayés.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	25	66	(41)	(62)	% Reflète les remboursements reçus et les économies supplémentaires comptabilisées.
Stocks	350	353	(3)	(1)	% Principalement en raison d'une diminution de la production en cours pour les clients d'affaires des services filaires, neutralisée en partie par une faible augmentation du stock d'appareils mobiles.
Charges payées d'avance	178	144	34	24	% Tient compte des paiements anticipés relatifs à la construction du centre de données Internet à Kamloops.
Actifs dérivés	9	14	(5)	(36)	% —
<b>Passifs courants</b>					
Emprunts à court terme	402	404	(2)	—	% Les résultats des deux périodes tiennent compte d'un montant de 400 millions de dollars versé à TELUS par la fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement aux créances clients titrisées (se reporter à la rubrique 4.6). Représente également des montants négligeables prélevés sur les facilités de crédit.
Créditeurs et charges à payer	1 511	1 419	92	6	% Tient compte d'une augmentation de la paie, y compris la rémunération variable, d'une hausse des créditeurs liés au stock d'appareils mobiles et d'une augmentation découlant de l'accroissement des dépenses d'investissement.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	102	25	77	n.s.	Reflète la différence entre la charge d'impôt sur le résultat exigible et les acomptes provisionnels.
Dividendes à payer	208	188	20	11	% Principalement l'augmentation du taux de dividende.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	703	655	48	7	% Principalement l'augmentation des produits du secteur des services mobiles découlant de la facturation par anticipation, par suite de la croissance du nombre d'abonnés des services postpayés, et l'augmentation de la facturation par anticipation liée aux clients d'affaires des services filaires et au service Télé OPTIK.
Provisions	49	88	(39)	(44)	% Tient compte du paiement de certains montants faisant l'objet d'un différend et du reclassement dans les passifs non courants de provisions au titre de la restructuration de 17 millions de dollars qui étaient classées dans les passifs courants.
Tranche à court terme de la dette à long terme	545	1 066	(521)	(49)	% Tient compte d'une diminution de 521 millions de dollars du papier commercial et du remboursement d'une tranche de 300 millions de dollars des billets à 4,5 % en mars 2012, déduction faite d'une tranche de 300 millions de dollars des billets à 5,0 % arrivant à échéance en juin 2013 inscrite dans la dette à long terme qui a été reclassée.
<b>Fonds de roulement<sup>1</sup></b>	<b>(1 310)</b>	<b>(1 794)</b>	<b>484</b>	<b>27</b>	% Tient compte d'une réduction du papier commercial financée au moyen de l'émission de titres de créance à long terme d'un montant de 500 millions de dollars.

1. Actifs courants moins les passifs courants.

Évolution de la situation financière – Suite du tableau de la page précédente.

Situation financière : (en millions de dollars)	Aux 31 déc.		Variation	Explication concernant les variations
	2012	2011		
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations corporelles, montant net	8 165	7 964	201	3 % Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 4.2, <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 2.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	6 181	6 153	28	— % Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 4.2, <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 2.3. Les soldes tiennent compte d'un montant de 4 876 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour 2012 et d'un montant de 4 867 millions de dollars pour 2011.
Goodwill, montant net	3 702	3 661	41	1 % Découle de plusieurs acquisitions de petite envergure.
Coentreprise immobilière	11	—	11	n.s. Se reporter à la rubrique 4.8, « <i>Transactions entre parties liées</i> ».
Autres actifs non courants	118	81	37	46 % Principalement des débiteurs à long terme liés à la coentreprise Jardin TELUS.
Placements	58	21	37	176 % Principalement un ajustement de la juste valeur latente d'actifs disponibles à la vente comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.
<b>Passifs non courants</b>				
Provisions	222	122	100	82 % Tient compte d'une augmentation de 52 millions de dollars des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations tenant principalement à la réduction du taux d'actualisation, de passifs au titre d'options de vente liés à des acquisitions, ainsi que du reclassement dans les passifs non courants de provisions au titre de la restructuration qui étaient classées dans les passifs courants.
Dettes à long terme	5 711	5 508	203	4 % Principalement l'émission, en décembre 2012, de billets de série CJ à 3,35 % de TELUS Corporation d'un montant de 500 millions de dollars, déduction faite du reclassement au poste « Passifs courants » d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CB à 5,0 % de TELUS Corporation.
Autres passifs non courants	1 682	1 343	339	25 % Principalement une augmentation du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui découle des modifications apportées aux hypothèses actuarielles, facteur neutralisé en partie par la capitalisation des régimes de retraite.
Impôt sur le résultat différé	1 624	1 600	24	2 % Tient compte d'impôts différés liés à une réévaluation effectuée pour tenir compte des taux d'imposition provinciale futurs des sociétés en Ontario, des différences temporaires qui se produisent au cours de l'exercice, ainsi que des redressements concernant des questions fiscales touchant des exercices antérieurs, déduction faite d'un recouvrement relatif à des pertes latentes sur les passifs au titre des régimes de retraite et sur les dérivés.
<b>Capitaux propres</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 686	7 513	173	2 % Principalement un bénéfice net de 1 318 millions de dollars, déduction faite des dividendes de 794 millions de dollars déclarés et d'un montant de 371 millions de dollars inscrit dans les autres éléments du résultat global.

#### 4. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

En 2012 et en 2011, nous avons généré des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles annuels supérieurs aux dépenses d'investissement annuelles nécessaires au soutien de la croissance des activités et aux investissements dans la technologie. Nous avons réduit la dette en 2012 et accru les paiements de dividendes en 2012 et en 2011.

##### Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Entrées liées aux activités opérationnelles	703	742	(5,3) %	3 219	2 550	26,2 %
Déduire :						
Sorties liées aux activités d'investissement	514	548	(6,2) %	2 058	1 968	4,6 %
Sorties liées aux activités de financement	127	204	(37,7) %	1 100	553	98,9 %
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	62	(10)	—	61	29	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	45	56	—	46	17	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	107	46	132,6 %	107	46	132,6 %

#### 4.1 Entrées liées aux activités opérationnelles

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont diminué de 39 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ont augmenté de 669 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, en raison principalement de ce qui suit :

##### Analyse des variations des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Quatrième trimestre	Exercice complet
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et exercice clos le 31 décembre 2011	742	2 550
Variations d'un exercice à l'autre :		
Hausse du BAIIA ajusté (se reporter à la rubrique 2.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 2.5, « Secteur des services filaires »)	74	204
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite de la charge au titre des régimes à prestations définies du personnel	12	147
Rabais réglementaires non récurrents accordés aux abonnés des services résidentiels en 2011	—	53
Diminution des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	3	44
Diminution des intérêts payés	1	41
Augmentation des intérêts reçus	—	12
(Augmentation) des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(22)	—
(Augmentation) diminution comparative des investissements dans les stocks	(81)	72
Autres variations comparatives du fonds de roulement	(26)	96
<b>Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et exercice clos le 31 décembre 2012</b>	<b>703</b>	<b>3 219</b>

- La diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite de la charge au titre des régimes à prestations définies, qui tient essentiellement à la réduction de la cotisation discrétionnaire (100 millions de dollars en janvier 2012, par rapport à 200 millions de dollars en janvier 2011) et à la diminution du recouvrement au titre des régimes à prestations définies.
- Les remises non récurrentes de 53 millions de dollars versées aux abonnés des services résidentiels en 2011, qui ont été calculées conformément à la Décision de télécom CRTC 2010-639, au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix. Le versement des remises n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net de 2011, car les montants inscrits dans ledit compte de report n'étaient pas comptabilisés dans le compte de résultat auparavant.
- La diminution des intérêts payés en 2012, qui tient principalement à la réduction des taux d'intérêt effectifs découlant des activités de refinancement en 2011, tandis que les intérêts reçus se sont accrus, ce qui s'explique essentiellement par le règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Le montant net des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus, est demeuré inchangé pour l'exercice complet 2012, situation qui tient au fait que l'augmentation des acomptes provisionnels découlant de la hausse du bénéfice a été neutralisée par l'augmentation des recouvrements liés au règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.

## 4.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 34 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2012 et ont augmenté de 90 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces variations tiennent principalement à ce qui suit :

- Nous avons acquis plusieurs entreprises et effectué des investissements connexes qui ont totalisé 5 millions de dollars et 53 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, y compris une participation de 100 % dans des entreprises qui complètent nos secteurs d'activité existants. Au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2011, nous avons effectué des acquisitions et des investissements connexes qui ont totalisé 22 millions de dollars et 101 millions de dollars, respectivement, au titre de l'acquisition de certains détaillants de services mobiles de TELUS et, pour l'exercice complet, de Transactel (Barbados) Inc. (se reporter également à la section « *Acquisition d'une participation supplémentaire dans une filiale auprès de détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle* », à la rubrique 4.3).
- Au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, nous avons investi 6 millions de dollars et 73 millions de dollars, respectivement, dans la coentreprise immobilière Jardin TELUS, ce qui comprend le terrain détenu par TELUS. De plus, pour l'exercice complet 2012, nous avons reçu des distributions de 47 millions de dollars de la coentreprise immobilière Jardin TELUS.
- Pour l'exercice complet 2012, nous avons reçu un produit de 20 millions de dollars découlant de la cession de terrains et d'investissements secondaires comprenant un produit de 14 millions de dollars découlant de la cession d'actifs situés à l'étranger qui étaient classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2011.
- Le moment auquel les paiements ont été effectués relativement aux immobilisations a donné lieu à une diminution des sorties de trésorerie de 44 millions de dollars et de 51 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet par rapport aux périodes correspondantes de 2011.
- Les dépenses d'investissement ont augmenté de 9 millions de dollars et de 134 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Pour l'exercice complet, le ratio d'intensité du capital est demeuré stable et a représenté environ 18 % des produits en 2012 et en 2011.

### Dépenses d'investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre			31 décembre		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Dépenses d'investissement <sup>1</sup>						
Secteur des services mobiles	191	168	13,7 %	711	508	40,0 %
Secteur des services filaires	330	344	(4,1) %	1 270	1 339	(5,2) %
	521	512	1,8 %	1 981	1 847	7,3 %
BAlIA ajusté, déduction faite des dépenses d'investissement <sup>2</sup>	426	361	17,7 %	1 984	1 914	3,7 %
Intensité du capital (en %) <sup>3</sup>	18	19	(1) pt	18	18	— pt

1. Les dépenses d'investissement excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'investissement; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
2. Approximation des flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique 7.1, « BAlIA », pour le calcul et la description.
3. L'intensité du capital est calculée comme les dépenses d'investissement divisées par les produits opérationnels. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars et de 203 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, en raison essentiellement de l'élargissement de notre réseau 4G LTE en milieu urbain, ainsi que de l'accroissement de la couverture et de la capacité de notre réseau 4G HSPA+. L'augmentation tient également compte des investissements dans les éléments du réseau commun et dans les centres de données Internet qui ont été effectués afin de soutenir la croissance du réseau.

Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 12 % au cours de l'exercice complet 2012, soit une hausse par rapport à 9 % en 2011, et les flux de trésorerie de ce secteur se sont chiffrés à 1 756 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, soit une hausse de 78 millions de dollars, ou 4,6 %, par rapport à 2011.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont diminué d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars et de 69 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012. Les diminutions reflètent les investissements moins élevés dans le réseau à large bande par suite des importantes activités de mise en place du réseau effectuées en 2011, ainsi que les investissements moins élevés à l'appui de la croissance des activités. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par la hausse des dépenses aux fins de la croissance et du maintien du réseau commun.

Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 24 % au cours de l'exercice complet 2012, soit une baisse par rapport à 26 % en 2011. Les flux de trésorerie de ce secteur se sont chiffrés à 228 millions de dollars en 2012, soit un résultat relativement inchangé par rapport à 2011.

### 4.3 Sorties liées aux activités de financement

Les sorties liées aux activités de financement ont diminué de 77 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et ont augmenté de 547 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les variations incluent ce qui suit :

#### Actions sans droit de vote émises

Le produit en trésorerie tiré de l'émission d'actions sans droit de vote s'est élevé à 1 million de dollars pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2012, par rapport à 5 millions de dollars et à 24 millions de dollars, respectivement, au cours des périodes correspondantes de 2011, relativement aux options sur actions exercées.

#### Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote

Les dividendes en espèces versés se sont élevés à 199 millions de dollars et à 774 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2012, ce qui représente une hausse de 20 millions de dollars et de 132 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes en 2011. Les augmentations reflètent les éléments suivants :

- un montant de 20 millions de dollars pour le trimestre et un montant de 78 millions de dollars pour l'exercice complet, découlant de la hausse des taux de dividende, ainsi qu'une légère augmentation du nombre d'actions en circulation;
- un montant de 54 millions de dollars pour l'exercice complet, découlant du fait que les sorties de trésorerie aux fins des dividendes versés en janvier 2011 ont diminué par suite de l'émission d'actions sans droit de vote de TELUS sur le capital autorisé en vertu du régime de réinvestissements des dividendes et d'achat d'actions. En ce qui concerne les dividendes déclarés après le 1<sup>er</sup> mars 2011, nous achetons des actions sans droit de vote de TELUS sur le marché libre, sans escompte, et nous n'émettons plus d'actions sur le capital autorisé à un escompte de 3 %, ce qui entraîne une augmentation des sorties de trésorerie aux fins des dividendes.

#### Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement au transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 4.6, « Vente de créances clients »*). Le produit s'est élevé à 400 millions de dollars en 2012 et en 2011. Les variations des emprunts à court terme en 2012 et en 2011 constituent des montants négligeables prélevés sur les facilités de crédit bancaire.

#### Dette à long terme

Aucun montant n'a été prélevé sur notre facilité de crédit d'une durée de cinq ans en 2012 ou en 2011. Notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans. (Se reporter à la *rubrique 4.5, « Facilités de crédit »*).

L'émission d'un montant net de 76 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et le remboursement d'un montant net de 321 millions de dollars pour l'exercice complet 2012 tiennent compte éléments suivants :

- Une diminution de 424 millions de dollars du papier commercial au quatrième trimestre de 2012, financée au moyen de l'émission, en décembre, de billets de série CJ échéant dans 10 ans. Le papier commercial a diminué de 521 millions de dollars pour l'exercice complet de 2012, et s'élevait à 245 millions de dollars au 31 décembre 2012.

- L'émission, en décembre, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, de 500 millions de dollars de billets de série CJ à 3,35 %. Le produit net a servi à rembourser l'encours du papier commercial. Ces billets arrivent à échéance en mars 2023, peuvent être rachetés en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, et prévoient certaines dispositions liées au changement de contrôle.
- Pour l'exercice complet, le remboursement en mars d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CC à 4,5 % arrivés à échéance.

L'émission d'un montant net de 5 millions de dollars et d'un montant net de 122 millions de dollars, respectivement, pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2011 tiennent compte des éléments suivants :

- Une augmentation du papier commercial de 5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2011 et de 662 millions de dollars pour l'exercice complet 2011, ayant porté l'encours du papier commercial à 766 millions de dollars au 31 décembre 2011. Une augmentation nette de 878 millions de dollars au premier semestre de 2011 a servi à financer en partie le remboursement, le 1<sup>er</sup> juin, des billets libellés en dollars américains arrivés à échéance et à régler les swaps de devises connexes, ainsi qu'à verser une cotisation discrétionnaire aux régimes de retraite à prestations définies, à acquérir les activités de certains détaillants de services mobiles de TELUS et à accroître la participation financière de TELUS dans Transactel. Le papier commercial a été réduit de 216 millions de dollars au second semestre de 2011.
- Pour l'exercice complet, l'émission, en mai, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, de 600 millions de dollars de billets à 3,65 % échéant dans cinq ans. Le produit net du placement et l'émission de papier commercial ont été utilisés aux fins du remboursement de 741 millions de dollars US de billets à 8 % arrivés à échéance le 1<sup>er</sup> juin 2011 et des intérêts courus, ainsi que du règlement des swaps de devises connexes. Le taux d'intérêt effectif sur les billets libellés en dollars américains et sur les swaps de devises est de 8,5 %.

#### **Acquisition d'une participation supplémentaire dans une filiale auprès de détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle**

En 2011, nous avons exercé notre deuxième option d'achat position acheteur liée à Transactel. Par suite de l'exercice de la deuxième option d'achat position acheteur, nous avons comptabilisé, au deuxième trimestre de 2011, une transaction sur capitaux propres postérieure à l'acquisition concernant l'acquisition d'une participation financière supplémentaire de 44 % pour une contrepartie de 51 millions de dollars en trésorerie. Les flux de trésorerie qui constituent des variations des investissements dans des entités contrôlées et qui ne donnent pas également lieu à un changement de contrôle sont présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, lorsque l'approche de l'entité économique requise par les IFRS est appliquée.

#### **4.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement**

La **dette nette** a diminué de 382 millions de dollars en 2012, en raison essentiellement de la réduction de la dette à long terme et de l'augmentation de la trésorerie. La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 90 % au 31 décembre 2012, soit une hausse par rapport à 83 % au 31 décembre 2011, qui tient principalement à l'émission, en décembre 2012, de billets d'un montant de 500 millions de dollars arrivant à échéance en 2023 et de l'utilisation du produit net pour réduire le papier commercial.

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** a diminué de 238 millions de dollars en 2012, en raison essentiellement de la réduction de la dette nette, laquelle a été neutralisée en partie par l'augmentation des bénéfices non distribués.

## Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 décembre ou pour les exercices clos à ces dates	2012	2011	Variation
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1</sup></b> (en millions de dollars)			
Dette nette	6 577	6 959	(382)
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 223	14 461	(238)
BAIIA excluant les coûts de restructuration	4 020	3 813	207
Coûts financiers, montant net	332	377	(45)
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	90	83	7 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,5	5,6	(0,1)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) <sup>1</sup>	46,2	48,1	(1,9) pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration <sup>1</sup>	1,6	1,8	(0,2)
<b>Ratios de couverture (fois)<sup>1</sup></b>			
Couverture par le bénéfice	6,0	5,1	0,9
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration	12,1	10,1	2,0
<b>Autres mesures</b>			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) <sup>2</sup>	1 331	997	334
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté (en %) <sup>1</sup>	64	64	—
Ratio de distribution (en %) <sup>1</sup>	63	62	1 pt

1. Se reporter à la rubrique 7.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

2. Se reporter à la rubrique 7.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 6,0 fois en 2012, soit une hausse comparativement à 5,1 fois en 2011. La diminution du montant brut des charges d'intérêts en 2012 a entraîné une augmentation de 0,5 du ratio, et l'augmentation du bénéfice avant intérêts bruts et impôt sur le résultat en 2012 a donné lieu à une augmentation de 0,4 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration** s'est établi à 12,1 fois en 2012, soit une hausse comparativement à 10,1 fois en 2011. L'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration en 2012 a donné lieu à une hausse de 1,4 du ratio, et la baisse du montant net des charges d'intérêts en 2012 a donné lieu à une augmentation de 0,6 du ratio.

Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 1 331 millions de dollars en 2012, soit une hausse de 334 millions de dollars par rapport à 2011. L'augmentation tient principalement à la hausse du BAIIA et à la diminution des cotisations aux régimes à prestations définies, ainsi qu'à la baisse des paiements au titre de la restructuration, des intérêts payés et de la rémunération fondée sur des actions, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement.

### Politiques financières et lignes directrices à long terme

Notre stratégie vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. Nous estimons que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient nous permettre de continuer à avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des notations de BBB+ à A-, ou des notations équivalentes.

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois  
Le ratio s'est établi à 1,6 fois au 31 décembre 2012, soit une baisse comparativement à 1,8 fois au 31 décembre 2011, qui tient à la réduction de la dette nette et à l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration.
- Ratio de distribution de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective, qui a été porté à 65 % à 75 % avec prise d'effet en 2013

Le conseil d'administration a approuvé l'indication révisée relative au ratio de distribution, qui s'applique aux dividendes déclarés en 2013 et par la suite. Ce changement tient à l'application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011), à l'exercice 2013, ainsi qu'à l'incidence hors trésorerie donnant lieu à une réduction du bénéfice net et du BPA. Se reporter à la rubrique 5, « Faits nouveaux concernant les méthodes comptables ». Le ratio de distribution est considéré comme approprié en ce qui concerne nos attentes actuelles à l'égard du résultat, des flux de trésorerie et des dépenses d'investissement.

#### 4.5 Facilités de crédit

Nous avons conclu une facilité de crédit renouvelable de 2 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) arrivant à échéance le 3 novembre 2016, avec un consortium se composant de 15 institutions financières. La facilité de crédit est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial.

Au 31 décembre 2012, nous avons des liquidités disponibles de 1,8 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées, et disposons d'un montant de 100 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 4.6*), ce qui est conforme à notre objectif, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

##### Facilités de crédit de TELUS au 31 décembre 2012

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1</sup>	3 novembre 2016	2 000	—	—	(245)	1 755
Autres facilités bancaires	—	169	(2)	(120)	—	47
Total	—	2 169	(2)	(120)	(245)	1 802

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Nos facilités de crédit renouvelables comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,6:1 au 31 décembre 2012) et de laisser notre ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 12,1:1 au 31 décembre 2012) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien d'une notation en particulier.

#### 4.6 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances clients avec gestion intégrale, un passif de gestion est comptabilisé à la date de la vente puis est amorti sur la durée de vie attendue des créances clients. Les liquidités disponibles en vertu de cette convention s'élevaient à 100 millions de dollars au 31 décembre 2012.

TCI doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente. Au 15 février 2013, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

#### 4.7 Notations du crédit

Il n'y a eu aucun changement à nos notations du crédit de première qualité au cours de 2012 et au 15 février 2013.

#### 4.8 Transactions entre parties liées

##### Transactions avec la coentreprise immobilière (Jardin TELUS)

Au premier trimestre de 2011, nous avons annoncé la conclusion d'un partenariat à parts égales avec une partie sans lien de dépendance, aux fins du projet Jardin TELUS, un projet de réaménagement se composant d'une tour d'habitation en copropriété et d'une tour de bureaux abritant des locaux pour bureaux et pour commerces de détail situées à Vancouver, en Colombie-Britannique. Nous serons un des locataires de ces immeubles et nous y établirons notre nouveau siège social national. La nouvelle tour de bureaux, dont la construction devrait prendre fin en 2014, sera construite conformément à la norme LEED (d'après l'anglais *Leadership in Energy and Environmental Design*) Platine de 2009, et la nouvelle tour d'habitation en copropriété avoisinante, dont la construction devrait prendre fin en 2015, sera construite conformément à la norme LEED Or. Les activités de construction de la tour de bureaux ont débuté au premier trimestre de 2012. Les activités de commercialisation de la tour d'habitation ont été couronnées de succès, et les travaux de construction ont débuté au deuxième trimestre de 2012.



Au cours de 2012, nous avons conclu des transactions avec la coentreprise immobilière, qui est une partie liée. Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière comprennent ce qui suit :

- *Engagement au titre des travaux de construction* : La coentreprise immobilière prévoit engager des dépenses totalisant environ 470 millions de dollars aux fins de la construction d'une tour de bureaux et d'une tour d'habitation en copropriété. Au 31 décembre 2012, les engagements contractuels de la coentreprise immobilière jusqu'en 2015 au titre des travaux de construction s'élevaient à environ 150 millions de dollars.
- *Contrats de location simple* : Au premier trimestre de 2012, nous avons, en notre qualité de locataire futur de la tour de bureaux, conclu avec la coentreprise immobilière un contrat de location simple pour les nouveaux locaux qui abriteront notre nouveau siège social national, aux taux du marché. Les paiements au titre du contrat de location simple pour la période de 20 ans totalisent 230 millions de dollars, ce qui comprend les coûts d'occupation de 91 millions de dollars, et ils devraient débuter en 2015.
- *Facilités de crédit aux fins des travaux de construction* : Au troisième trimestre de 2012, la coentreprise immobilière a signé des conventions de crédit définitives avec deux institutions financières canadiennes (conjointement en leur qualité de coprêteur à 50 %) et avec TELUS Corporation (en sa qualité de coprêteur à 50 %), qui prévoient un financement d'environ 413 millions de dollars aux fins des travaux de construction liés au projet Jardin TELUS. Les facilités comportent les déclarations, les garanties et les clauses restrictives habituelles liées à la construction de biens immobiliers, et sont garanties par des débiteures à vue constituant des prêts hypothécaires de premier rang à charges fixes et flottantes grevant les biens immobiliers sous-jacents. Les facilités sont offertes au taux des acceptations bancaires ou au taux préférentiel, et portent intérêt à des taux analogues aux taux dont sont assorties des facilités de financement à des fins de construction analogues.

## 5. Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

### Coentreprise immobilière

Nous comptabilisons notre participation dans la coentreprise immobilière Jardin TELUS selon la méthode de la mise en équivalence, en vertu de laquelle les investissements sont initialement comptabilisés au coût et ajustés subséquemment pour tenir compte des investissements supplémentaires et de notre quote-part dans le bénéfice ou la perte de la coentreprise immobilière et dans les bénéfices distribués. Les profits et les pertes latents découlant des transactions (y compris les apports) conclues avec la coentreprise immobilière sont différés proportionnellement à notre participation restante dans la coentreprise immobilière.

### Normes, interprétations et modifications qui ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été appliquées

#### IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011)

En ce qui concerne les méthodes comptables que nous utilisons à l'heure actuelle ainsi que nos pratiques en matière de présentation et d'informations à fournir, la principale différence découlant de la norme modifiée tient au fait que le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes ne sera plus utilisé aux fins des calculs concernant les régimes à prestations définies (et ne constituera plus une estimation significative). Aux fins du calcul de notre bénéfice net, les notions de « charges d'intérêts » et de « rendement des actifs des régimes » seront remplacées par la notion d'« intérêt net ». L'intérêt net de chaque régime est le produit du surplus (déficit) du régime multiplié par le taux d'actualisation. La norme modifiée ne prescrit pas dans quel élément du résultat opérationnel le montant d'intérêt net doit être présenté, mais nous prévoyons présenter ce montant comme une composante des coûts de financement lorsque nous appliquerons la norme modifiée.

Étant donné que selon notre point de vue actuel, lequel se fonde sur des données historiques à long terme, le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes excéderait le taux d'actualisation (en raison du pourcentage élevé des actifs des régimes à prestations définies devant être investis dans des titres de capitaux propres), l'incidence relative de la norme modifiée devrait se traduire par une diminution du bénéfice net et des montants par action connexes. L'écart, le cas échéant, entre le taux de rendement réel des actifs des régimes à prestations définies et le taux d'actualisation, ainsi que l'incidence connexe du plafond relatif aux actifs des régimes à prestations définies, le cas échéant, serait inscrit comme une « réévaluation » dans les autres éléments du résultat global. Nous ne nous attendons pas à ce que la norme modifiée ait une incidence sur l'état de la situation financière, ni sur le tableau des flux de trésorerie.

L'application de la norme modifiée à l'exercice 2013 se traduira par des variations rétrospectives des comptes consolidés de résultat et de résultat global, qui porteront notamment sur les postes suivants :

**Incidence d'IAS 19 (modifiée en 2011) sur les comptes consolidés de résultat et de résultat global (non audité)**

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2012	2011
<b>Charges opérationnelles</b>		
Charge au titre des avantages du personnel		
Chiffres présentés	2 129	1 893
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	113	113
Chiffres ajustés	2 242	2 006
<b>Coûts de financement</b>		
Chiffres présentés	332	377
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	42	6
Chiffres ajustés	374	383
<b>Impôt sur le résultat</b>		
Chiffres présentés	457	376
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	(41)	(30)
Chiffres ajustés	416	346
<b>Bénéfice net</b>		
Chiffres présentés	1 318	1 215
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	(114)	(89)
Chiffres ajustés	1 204	1 126
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>		
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies du personnel		
Chiffres présentés	(400)	(851)
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	114	89
Chiffres ajustés	(286)	(762)
<b>Bénéfice net par action ordinaire et action sans droit de vote</b>		
De base		
Chiffres présentés	4,05	3,76
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	(0,36)	(0,28)
Chiffres ajustés	3,69	3,48
Dilué		
Chiffres présentés	4,03	3,74
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011)	(0,36)	(0,28)
Chiffres ajustés	3,67	3,46

L'application de la norme modifiée se traduira également par des modifications rétrospectives des mesures présentées dans le rapport de gestion, y compris ce qui suit :

**Incidence d'IAS 19 (modifiée en 2011) sur les autres mesures (non audité)**

Aux 31 décembre ou pour les exercices clos à cette date	2012	2011
<b>BAIIA (en millions de dollars)</b>		
Chiffres présentés	3 972	3 778
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011) (augmentation de la charge au titre des avantages du personnel)	(113)	(113)
Chiffres ajustés	3 859	3 665
<b>BAIIA – secteur des services mobiles (en millions de dollars)</b>		
Chiffres présentés	2 467	2 186
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011) (augmentation de la charge au titre des avantages du personnel)	(9)	(9)
Chiffres ajustés	2 458	2 177
<b>BAIIA – secteur des services filaires (en millions de dollars)</b>		
Chiffres présentés	1 505	1 592
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011) (augmentation de la charge au titre des avantages du personnel)	(104)	(104)
Chiffres ajustés	1 401	1 488
<b>Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration (fois)</b>		
Chiffres présentés	1,6	1,8
Chiffres ajustés (plus élevés en raison de l'augmentation de la charge au titre des avantages du personnel)	1,7	1,9

**Incidence d'IAS 19 (modifiée en 2011) sur les autres mesures (non audité) (suite de la page précédente)**

Aux 31 décembre ou pour les exercices clos à cette date	2012	2011
<b>Ratio de distribution du bénéfice net ajusté (en %)</b>		
Chiffres présentés	64	64
Chiffres ajustés (plus élevés en raison de la diminution du bénéfice par action de base)	71	70
<b>Ratio de distribution (en %)</b>		
Chiffres présentés	63	62
Chiffres ajustés (plus élevés en raison de la diminution du bénéfice par action de base)	69	67

En raison de l'application de la norme modifiée et de la réduction du bénéfice net et du bénéfice par action, le conseil d'administration a approuvé l'indication révisée relative au ratio de distribution, qui a été porté à 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective.

## 6. Risques et gestion des risques

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

### 6.1 Questions de réglementation

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.3, « Questions de réglementation »*, présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

#### **Disponibilité future et coût des licences de spectre pour les services sans fil**

Le 14 mars 2012, le gouvernement fédéral du Canada a amorcé les consultations écrites visant à élaborer les règles concernant deux enchères de licences de spectre, ainsi que les modifications visant les restrictions à la propriété étrangère (se reporter à la section « *Restrictions à la propriété étrangère* » ci-dessous). Industrie Canada prévoit tenir des enchères de licences de spectre concernant la bande de fréquence de 700 MHz, qui sont prévues pour le second semestre de 2013, et des enchères de licences de spectre concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz en 2014.

Ces règles prévoient un plafond de fréquence de 10 MHz en ce qui concerne le spectre de premier ordre pour la bande de fréquence de 700 MHz pouvant être acquis par un soumissionnaire individuel. Nous avons amorcé la construction du réseau mobile 4G LTE en milieu urbain au second semestre de 2011 et nous avons lancé des services sur ce réseau en février 2012, au moyen du spectre pour les services sans fil acquis en 2008. Le lancement de grande envergure du réseau mobile 4G LTE dans les marchés ruraux dépendra de la présentation de nos soumissions et de notre acquisition de spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz dans le cadre des enchères devant avoir lieu. Le spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz permet de meilleures capacités de propagation qui assurent une couverture efficace et efficiente dans les vastes régions rurales du Canada. De plus, ces capacités améliorent la qualité de la couverture à l'intérieur de bâtiments dans les régions urbaines.

Outre les règles relatives aux licences de spectre concernant la bande de fréquence de 700 MHz, Industrie Canada a également annoncé qu'elle prévoit tenir des enchères de licences de spectre concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz en 2014. Ce spectre constitue du spectre de premier ordre pour les réseaux LTE en milieu urbain. À l'heure actuelle, ce spectre est principalement détenu par Rogers Communications et par Bell Canada, par l'entremise de leur partenariat avec Inukshuk pour les services à large bande fixes. En vertu des règles concernant les enchères, tous les participants seront assujettis à un plafond de fréquence de 40 MHz lorsqu'ils présenteront leurs soumissions concernant ce spectre dans chaque région où des licences sont octroyées. Dans les régions où les entreprises titulaires excèdent le plafond de spectre autorisé, elles ne seront pas tenues de renoncer au spectre existant qu'elles détiennent. Étant donné que Bell et Rogers contrôlent déjà des blocs importants de ce spectre, leur capacité à présenter des soumissions dans le cadre de ces enchères sera limitée si aucun dessaisissement de blocs existants ne se produit. Le plafond nous fournit une occasion d'accroître considérablement le spectre que nous détenons aux fins du réseau LTE, pour autant que nous réussissions à acquérir du spectre au cours des enchères. Toutefois, il n'existe aucune certitude que nous acquerrons tout le spectre désiré, selon le plafond établi.

Étant donné que l'issue de ces enchères futures est inconnue, nos dépenses d'investissement requises pour assurer le succès des soumissions, de même que la quantité de spectre que nous pourrions en fin de compte acquérir dans chaque région, demeurent incertaines.

### **Restrictions à la propriété étrangère**

TELUS Corporation et ses filiales sont assujetties aux restrictions à la propriété étrangère et aux restrictions sur le contrôle imposées par la *Loi sur les télécommunications*, la *Loi sur la radiocommunication* et la *Loi sur la radiodiffusion*, de même que par les règlements connexes. Bien que nous croyions que TELUS Corporation et ses filiales ont agi en conformité avec les lois applicables, rien ne garantit qu'une décision future du CRTC, d'Industrie Canada ou d'Héritage Canada ou que des événements échappant à notre volonté ne feront pas en sorte que nous cessions d'être conformes à ces lois. Si cela devait se produire, la capacité des filiales de TELUS d'exercer leurs activités en qualité d'entreprises canadiennes aux termes de la *Loi sur les télécommunications*, ou de maintenir, de renouveler ou d'obtenir des licences en vertu de la *Loi sur la radiocommunication* ou de la *Loi sur la radiodiffusion*, pourrait être compromise, et nos activités pourraient subir des conséquences défavorables.

Nous devons nous conformer aux restrictions de propriété d'actions avec droit de vote par des non-Canadiens établies par les lois canadiennes, notamment le Règlement sur la propriété et le contrôle des entreprises de télécommunications canadiennes, la *Loi sur les télécommunications* (collectivement, la réglementation sur les télécommunications), la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur la radiocommunication*. Précisément, pour maintenir notre admissibilité à exploiter certaines de nos filiales qui sont des entreprises de télécommunications canadiennes en vertu de ces lois, le niveau de propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens ne doit pas dépasser 33 ⅓ %, et TELUS ne doit pas autrement être contrôlée par des non-Canadiens. La réglementation sur les télécommunications donne à TELUS, qui est une société mère d'entreprises de télécommunications canadiennes, certains pouvoirs pour surveiller et contrôler le niveau de propriété de nos actions avec droit de vote par des non-Canadiens. Ces pouvoirs ont été incorporés dans les statuts de TELUS et ont été élargis pour permettre également la conformité en vertu de la *Loi sur la radiocommunication* et de la *Loi sur la radiodiffusion*. Ces pouvoirs comprennent le droit i) de refuser d'enregistrer le transfert d'actions avec droit de vote à une société non canadienne; ii) d'exiger qu'une société non canadienne vende toute action avec droit de vote; iii) de convertir des actions avec droit de vote en actions sans droit de vote; iv) de suspendre les droits de vote liés aux actions avec droit de vote selon l'ordre inverse d'enregistrement.

Le 22 juin 2012, Globalive a présenté une demande au CRTC, dans laquelle elle allègue, entre autres choses, que TELUS ne se conforme pas aux restrictions à la propriété étrangère. Selon Globalive, le CRTC devrait amorcer une instance publique ayant pour but l'examen de notre conformité aux restrictions à la propriété étrangère. Le 5 décembre 2012, le CRTC a publié la Décision de télécom CRTC 2012-665, dans laquelle il rejette la demande d'examen de la propriété de TELUS présentée par Globalive.

### **Modifications aux restrictions à la propriété étrangère concernant les petites entreprises de télécommunications**

Le 14 mars 2012, le gouvernement fédéral du Canada a annoncé qu'il compte lever les restrictions à la propriété étrangère s'appliquant aux entreprises de télécommunications dont les revenus annuels tirés de la prestation de services de télécommunications au Canada représentent moins de 10 % du total des revenus annuels, au sens où l'entend le CRTC, tirés de la prestation de services de télécommunications. Les modifications à la *Loi sur les télécommunications* ont subséquemment reçu la sanction royale et sont entrées en vigueur. Les plus petites entreprises de services mobiles et de services filaires pourront ainsi réunir des capitaux étrangers pour financer la construction de leurs réseaux, leurs pertes opérationnelles et leurs soumissions dans le cadre des enchères de licences de spectre devant être tenues en 2013 ou en 2014. Ces modifications pourraient également entraîner le regroupement de plus petites entreprises de télécommunications ou encore un changement de contrôle à l'égard d'une ou de plusieurs entreprises de télécommunications de moindre envergure, qui formeraient alors une grande entreprise de télécommunications bien financée. Nous espérons que ces modifications aux restrictions à la propriété étrangère constituent la première étape d'un processus qui se soldera par la libéralisation complète des restrictions au sein de l'industrie. Le récent assouplissement des restrictions à la propriété étrangère qui visent les « petites » entreprises de télécommunications ne s'applique pas aux entreprises de distribution de radiodiffusion.

### **Entreprises de distribution de radiodiffusion/Intégration verticale**

Le CRTC nous a octroyé des licences aux fins de l'exploitation d'entreprises de distribution de radiodiffusion par la voie terrestre pour desservir plusieurs localités de la Colombie-Britannique et de l'Alberta (licences renouvelées en 2009 pour une deuxième période complète de sept ans) et de l'est du Québec (licence renouvelée en 2011 pour une deuxième période complète de sept ans). Nous détenons également une licence aux fins de l'exploitation d'un service national de vidéo sur demande (« VSD ») (licence renouvelée jusqu'au 31 août 2016). Notre stratégie consiste à grouper et à intégrer du contenu et des applications et à les rendre accessibles de manière à ce que nos abonnés puissent en profiter. Nous ne croyons pas qu'il faille être propriétaire du contenu, pour autant qu'il existe un processus de surveillance réglementaire approprié et en temps opportun afin d'éviter que les entreprises concurrentes intégrées verticalement ne jouissent d'une préférence indue.

### *Plus importante intégration verticale*

D'importants regroupements ont eu lieu dans le secteur de la radiodiffusion, notamment l'acquisition par Shaw des services de programmation de Canwest Global (opération approuvée par le CRTC en octobre 2010) et l'acquisition par Bell Canada Enterprises (« BCE ») du contrôle des services de programmation de CTVglobemedia (opération approuvée par le CRTC en mars 2011). Par ailleurs, Rogers Communications et Québecor continuent de détenir du contenu. L'acquisition proposée d'Astral Media par BCE annoncée en mars 2012 a été rejetée par le CRTC le 18 octobre 2012. Toutefois, le 19 novembre 2012, BCE et Astral ont de nouveau présenté une demande d'approbation au CRTC et reporté la date de clôture au milieu de 2013. Bell-Astral et le CRTC n'ont pas encore rendu cette demande publique. TELUS s'est opposée à la première tentative d'acquisition d'Astral Media par BCE car elle considère qu'une telle concentration de médias par une importante société de distribution nationale donnerait à BCE une domination trop importante dans le secteur de la radiodiffusion et entraînerait une baisse de la concurrence. TELUS prévoit s'opposer aux balises établies ou exiger des balises en matière de conduite anticoncurrentielle relativement à toute acquisition proposée future d'Astral Media par BCE ou par toute autre société de radiodiffusion intégrée verticalement. Le CRTC devrait prochainement annoncer son processus d'examen public, qui comprendra une audience publique visant à examiner en détail la demande qui a été présentée de nouveau.

### *Décisions de politique du CRTC et procédures de mise à exécution*

En raison du potentiel de comportements anticoncurrentiels au sein d'un marché davantage intégré verticalement, le CRTC a tenu une audience publique en juin 2011 afin de considérer l'établissement de balises qui pourraient s'avérer nécessaires pour assurer le maintien d'une saine concurrence dans le secteur de la radiodiffusion. Le 21 septembre 2011, le CRTC a publié la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2011-601 (Cadre réglementaire relatif à l'intégration verticale), dans laquelle il établit des balises claires pour assurer la concurrence. Cette décision s'applique aux sociétés qui détiennent à la fois du contenu de radiodiffusion et des actifs de distribution de radiodiffusion. Nous sommes membres du Canadian Independent Distributors Group (« CIDG »), qui a déposé une demande d'audience pour la résolution d'un différend concernant la distribution des services spécialisés de télévision contrôlés par Bell Média Inc.

Le 5 avril 2012, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2012-208, dans laquelle il énonce ses décisions et ses attentes à l'égard des points suivants : l'assemblage des services de programmation visant à améliorer le choix du consommateur tout en assurant que les objectifs de la *Loi sur la radiodiffusion* sont atteints; la tarification incitative; les droits de diffusion non linéaires à des conditions raisonnables sur le plan commercial; l'arbitrage de l'offre finale pour fixer les tarifs. Le CRTC a également indiqué qu'il vaut mieux permettre aux parties d'en arriver à un règlement négocié sur des bases commerciales, avant le processus d'arbitrage de l'offre finale.

Nous n'avons pas réussi à négocier une convention de renouvellement concernant la distribution des signaux de Bell Média. Les demandes d'arbitrage concernant les offres finales et les répliques aux observations ont été présentées au CRTC en juin 2012. Le 20 juillet 2012, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2012-393 et a choisi notre offre finale plutôt que celle de Bell Média. Le Conseil a ordonné aux parties de signer notre entente d'affiliation dans un délai de cinq jours. Le CRTC a reconnu que notre offre fournit aux consommateurs davantage de choix et de souplesse et qu'elle comprend des éléments innovateurs. En particulier, nos clients continueront de pouvoir décider s'ils désirent la programmation sportive et ils ne seront pas obligés de s'abonner à cette programmation dans le cadre du forfait Base numérique.

Bien que nous nous réjouissons que le CRTC ait choisi notre offre finale, qui cadre avec les politiques adoptées dans la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2011-601, le libellé de la décision ne fournit qu'un faible engagement quant à la mise à exécution des balises réglementaires. En vertu du cadre réglementaire relatif à l'intégration verticale, nous avons déposé une nouvelle plainte contre Corus Entertainment Inc. en septembre 2012, qui concerne le refus d'avoir accès au contenu de son service Movie Central/HBO Canada aux fins du service OPTIK multiplateforme de TELUS, bien que Corus ait permis à ses entreprises de distribution connexes, Shaw Cable et Shaw Direct, d'accéder à ce même contenu. Nous avons demandé que le Conseil applique la nouvelle règle interdisant les lancements « en primeur » (article 6.3 du Règlement sur la télévision payante). Le 27 novembre 2012, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2012-645, dans laquelle il conclut malheureusement que Corus Entertainment n'a pas enfreint le Règlement sur la télévision payante en offrant du contenu de Movie Central/HBO Canada à Shaw avant de le fournir à TELUS.

### *Décision concernant la valeur des signaux*

Le 13 décembre 2012, la Cour suprême du Canada a statué que le CRTC n'était pas habilité à permettre aux radiodiffuseurs de facturer des frais d'abonnement aux distributeurs comme TELUS relativement aux signaux de télévision en direct. En conséquence, nous ne serons pas tenus de verser aux radiodiffuseurs une compensation pour la valeur des signaux ou des droits pour les signaux éloignés, ce qui aurait donné lieu à d'importants coûts à la hausse que nous pourrions ne pas avoir été en mesure de recouvrer intégralement au moyen de hausses de tarifs, en raison de la concurrence de la part de conglomerats composés d'entreprises de radiodiffusion intégrées verticalement, sur le marché de la distribution de radiodiffusion.

## Lois provinciales visant la protection des consommateurs/Code national de protection des consommateurs de services sans fil

Un certain nombre de provinces ont promulgué ou proposé des modifications aux lois visant la protection des consommateurs qui ont une incidence directe ou indirecte sur les conditions liées à la prestation de services sans fil. Étant donné que les règles ne sont pas harmonisées, nous, de même que les autres fournisseurs de services sans fil, pourrions être tenus d'engager d'importants coûts de conformité. En 2012, nous avons demandé au CRTC de prendre des mesures aux fins de la mise en place, à l'échelle nationale, de lignes directrices uniformes obligatoires.

Le 11 octobre 2012, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2012-557, qui établit un code obligatoire portant sur la clarté et le contenu des contrats de services sans fil mobiles. Ce code vise à présenter une liste concise et claire des droits des consommateurs et des responsabilités des fournisseurs de services. Le CRTC a publié un code provisoire en janvier 2013, et l'audience qui doit débiter en février se soldera par l'élaboration d'un code pour les services sans fil à l'échelle nationale qui sera mis en œuvre plus tard en 2013 ou au début de 2014. Nous participons à cette instance et appuyons la mise en œuvre d'un code national pour les services sans fil par le CRTC, basé sur le code en place au Québec.

**Atténuation des risques en matière de réglementation :** En ce qui concerne les restrictions à la propriété étrangère, nous continuons de préconiser et de favoriser la mise en œuvre par le gouvernement, de manière symétrique, de règles régissant la propriété étrangère visant les télécommunications et la distribution de radiodiffusion. En ce qui a trait à la propriété étrangère d'actions ordinaires de TELUS, nous avons mis en place des contrôles fiables et efficaces pour s'assurer que les niveaux de propriété étrangère sont respectés, à l'aide d'un système de réservation et de déclaration. De plus, nous disposons de certains recours en vertu de la *Loi sur les télécommunications*, qui sont pris en considération dans les statuts de TELUS et dont nous pouvons nous prévaloir en vertu de ces statuts.

En ce qui concerne la distribution de contenu de radiodiffusion, nous favorisons l'application d'une symétrie en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*, qui permet de s'assurer que tous les consommateurs canadiens continuent de bénéficier d'un accès équitable au contenu de radiodiffusion, quel que soit le distributeur ou la plateforme de leur choix. Selon nous, tant que le contenu est réglementé de manière à assurer l'atteinte d'objectifs culturels, cette position est au mieux des intérêts de toutes les entreprises de télécommunications et de leurs clients. Nous continuons de préconiser la mise en œuvre de la politique du CRTC en matière d'intégration verticale et nous continuerons de préconiser l'application judicieuse d'autres politiques et d'autres balises, au besoin.

Nous préconisons la mise en œuvre d'un code national de protection des consommateurs de services sans fil par le CRTC, afin de réduire les coûts de conformité et de normaliser les conditions liées à la prestation de services.

### 6.2 Ressources humaines

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.4, « Ressources humaines »*, présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

#### Convention collective

À la fin de novembre 2012, les membres du Syndicat des agents de maîtrise de TELUS (« SAMT ») ont vigoureusement appuyé une nouvelle convention collective, qui sera en vigueur jusqu'en mars 2017 et qui couvre environ 620 professionnels et employés de supervision dans la région où TELUS Québec exerce des activités.

### 6.3 Risques liés aux processus

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.5, « Risques liés aux processus »*, présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

#### Coentreprise immobilière (Jardin TELUS)

Les risques liés à la coentreprise immobilière comprennent les dépassements de coûts potentiels liés aux travaux de construction, les risques financiers, les risques d'atteinte à la réputation et, en ce qui concerne la composante immeuble commercial de la coentreprise, les risques liés à l'occupation des locaux. Il n'existe aucune certitude que le projet Jardin TELUS sera mené à terme conformément au budget ou au calendrier établi, ni que les engagements locatifs prévus se concrétiseront. En conséquence, nous sommes exposés aux risques liés aux pertes sur placements et aux montants des prêts, advenant le cas où le plan d'affaires du projet ne serait pas mené à terme avec succès, ainsi qu'aux risques d'atteinte à la réputation advenant le cas où le projet ne serait pas d'aussi haute qualité que ce qui est prévu.

**Atténuation des risques** : Nous avons mis sur pied une coentreprise avec des filiales de Westbank Holdings Ltd., un promoteur de premier plan d'importants projets immobiliers résidentiels et commerciaux, aux fins de l'aménagement de Jardin TELUS. Westbank apporte une expertise considérable en gestion efficace de projets d'aménagement d'une portée et d'une ampleur analogues à celles de Jardin TELUS. Les unités de la tour d'habitation en copropriété ont en grande partie été vendues avant que les travaux de construction ne débutent, et des dépôts additionnels seront exigibles au fur et à mesure que les travaux de construction progresseront. Le volet commercial du projet a obtenu d'importants engagements locatifs de la part de TELUS et d'un autre important locataire avant que les travaux de construction ne débutent, et des engagements relatifs à plus de la moitié de la superficie locative avaient été obtenus en février 2013. Le succès du volet commercial dépendra des autres engagements locatifs obtenus dans le futur, du marché locatif futur en ce qui a trait à la demande pour des locaux et aux taux de location de locaux pour bureaux de première qualité à Vancouver, ainsi que des dépassements de coûts potentiels liés aux travaux de construction. Les risques liés aux dépassements budgétaires pour les projets résidentiel et commercial sont atténués au moyen de contrats d'approvisionnement prévoyant des prix fixes, par une gestion de projet éclairée, et par une assurance contre certains risques.

## 7. Définitions et rapprochements

### 7.1 BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements)

Le BAIIA est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer la performance consolidée ainsi que la performance de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration est aussi utilisé pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt (se reporter à la description fournie à la rubrique 7.4). Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation.

Comme nous l'avons fait au cours de 2012 et de 2011, nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclura les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités courantes; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins de l'évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

Le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA a défini le BAIIA normalisé de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Le BAIIA normalisé donne une indication de la capacité de l'entité de continuer de générer des produits opérationnels avant la prise en compte de l'incidence des décisions de financement de la direction et des coûts liés à l'utilisation des immobilisations corporelles et incorporelles, qui varient en fonction de leur âge, de leur actualité technologique et de l'estimation de leur durée d'utilité par la direction. Le BAIIA normalisé correspond donc aux produits moins les coûts opérationnels, avant les charges d'intérêts, l'amortissement et les charges au titre de la dépréciation des immobilisations corporelles, et l'impôt sur le résultat.

#### Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre	2011	31 décembre	2011
	<b>2012</b>		<b>2012</b>	
<b>Bénéfice net</b>	<b>291</b>	237	<b>1 318</b>	1 215
Coûts de financement	<b>86</b>	87	<b>332</b>	377
Impôt sur le résultat	<b>92</b>	69	<b>457</b>	376
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>373</b>	342	<b>1 422</b>	1 331
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>105</b>	139	<b>443</b>	479
Pertes de valeur (reprise de pertes de valeur) au titre des immobilisations corporelles	—	—	—	—
<b>BAIIA (BAIIA normalisé selon les lignes directrices de l'ICCA)</b>	<b>947</b>	874	<b>3 972</b>	3 778
Déduire : profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise résidentielle Jardin TELUS	—	—	<b>(7)</b>	—
Déduire : profit sur la participation dans Transactel	—	(1)	—	(17)
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>947</b>	873	<b>3 965</b>	3 761

Nous calculons également une simple approximation des flux de trésorerie consolidés et des flux de trésorerie de nos deux secteurs opérationnels, qui peut être utilisée à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications, et qui est assujettie aux questions possibles de comparabilité du BAIIA ajusté.

### Calcul du BAIIA ajusté, déduction faite des dépenses d'investissement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>BAIIA</b>	<b>947</b>	874	<b>3 972</b>	3 778
Dépenses d'investissement	(521)	(512)	(1 981)	(1 847)
<b>BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement</b>	<b>426</b>	362	<b>1 991</b>	1 931
Ajustements apportés au BAIIA (ci-dessus)	—	(1)	(7)	(17)
<b>BAIIA ajusté déduction faite des dépenses d'investissement</b>	<b>426</b>	361	<b>1 984</b>	1 914

## 7.2 Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et ne doivent pas être substitués aux tableaux consolidés des flux de trésorerie. Nous présentons les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle nous avons recours pour évaluer la performance. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Il convient de rappeler aux investisseurs que les flux de trésorerie disponibles que nous présentons risquent de ne pas concorder avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés, et qu'ils diffèrent des flux de trésorerie disponibles normalisés tels qu'ils sont définis par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA. Notre définition des flux de trésorerie disponibles fournit une estimation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles qui sont disponibles après les dépenses d'investissement, mais avant les dividendes, l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs).

### Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>BAIIA (se reporter à la rubrique 7.1)</b>	<b>947</b>	874	<b>3 972</b>	3 778
Déduire : profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise résidentielle Jardin TELUS	—	—	(7)	—
Déduire : produits d'intérêts inscrits dans les autres produits opérationnels	—	—	(1)	—
Déduire : profit sur la participation dans Transactel	—	(1)	—	(17)
Coûts de restructuration déduction faite des paiements en trésorerie	9	6	(4)	(48)
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie				
Rémunération fondée sur des actions	(20)	(20)	9	(12)
Montant net des charges (du recouvrement) au titre des régimes à prestations définies du personnel	(3)	(8)	(10)	(32)
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(28)	(35)	(173)	(298)
Intérêts versés	(109)	(110)	(337)	(378)
Intérêts reçus	1	1	13	1
Impôt remboursé (payé), montant net	(13)	9	(150)	(150)
Dépenses d'investissement	(521)	(512)	(1 981)	(1 847)
<b>Flux de trésorerie disponibles (selon notre définition)</b>	<b>263</b>	204	<b>1 331</b>	997

Le Conseil canadien de l'information sur la performance a défini les flux de trésorerie disponibles normalisés de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Les flux de trésorerie disponibles normalisés constituent une indication de la capacité d'une entité de continuer à générer des flux de trésorerie discrétionnaires grâce aux activités opérationnelles, et comprennent les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles après déduction des dépenses d'investissement nettes et des dividendes qui s'apparentent davantage à des charges d'intérêts. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation au gré de la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires. Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles, tels qu'ils sont définis par la direction, avec les flux de trésorerie disponibles normalisés et les entrées liées aux activités opérationnelles.



### Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	2012	2011	2012	2011
	31 décembre		31 décembre	
<b>Entrées liées aux activités opérationnelles</b>	<b>703</b>	742	<b>3 219</b>	2 550
Déduire : dividendes stipulés	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Dépenses d'investissement	(521)	(512)	(1 981)	(1 847)
Produit de la cession d'immobilisations	4	—	4	—
<b>Flux de trésorerie disponibles normalisés (selon les lignes directrices de l'ICCA)</b>	<b>186</b>	230	<b>1 242</b>	703
Déduire : produit de la cession d'immobilisations	(4)	—	(4)	—
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités opérationnelles	81	(26)	93	294
<b>Flux de trésorerie disponibles (selon notre définition)</b>	<b>263</b>	204	<b>1 331</b>	997

### 7.3 Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunication sans fil.

**Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels** Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

**Taux de désabonnement, par mois** Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

**Frais d'acquisition** Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

**Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné** Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

**Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau** Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

### 7.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

**Couverture par le bénéfice** Mesure définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée sur 12 mois.

#### Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les ratios)	<b>2012</b>	2011
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	<b>1 318</b>	1 219
Impôt sur le résultat	<b>457</b>	376
Montant brut des charges d'intérêts	<b>355</b>	389
Numérateur	<b>2 130</b>	1 984
Dénominateur – Montant brut des charges d'intérêts	<b>355</b>	389
<b>Ratio (fois)</b>	<b>6,0</b>	5,1

**Ratio de distribution et ratio de distribution du bénéfice net ajusté** Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action ordinaire pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices). Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, des pertes au remboursement par anticipation de titres de créance à long terme, de l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les exercices 2007 à 2012, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle; cette indication, qui était de 55 % à 65 %, a été révisée et portée à 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective (se reporter à la rubrique 5, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* »).

#### Calcul des ratios de distribution

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2012	2011
<b>Ratio de distribution</b>		
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action ordinaire et action sans droit de vote	2,56	2,32
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire et action sans droit de vote	4,05	3,76
<b>Ratio (en %)</b>	<b>63</b>	<b>62</b>
<b>Ratio de distribution du bénéfice net ajusté</b>		
Numérateur (ci-dessus)	2,56	2,32
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars)		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	1 318	1 219
Déduire : profit après impôt, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise résidentielle Jardin TELUS	(6)	—
Déduire : ajustements favorables nets liés à l'impôt	(12)	(21)
Déduire : profit après impôt sur la participation dans Transactel	—	(12)
Option de règlement en espèces net liée aux options	(2)	(14)
	<b>1 298</b>	<b>1 172</b>
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	3,98	3,61
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>64</b>	<b>64</b>

**BAIIA excluant les coûts de restructuration** Mesure définie comme le BAIIA (décrit à la rubrique 7.1) plus les coûts de restructuration de 48 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et de 35 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Cette mesure sert à calculer le **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration** et la **couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration**, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit.

**Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration** Mesure définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit.

**Dette nette** La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette (se reporter au **Ratio de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration**). Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par la trésorerie et les placements temporaires disponibles et, le cas échéant, en ce qui a trait aux exercices précédents, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains.

#### Calcul de la dette nette

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2012	2011
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 256	6 574
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	26	27
Trésorerie et placements temporaires	(107)	(46)
Emprunts à court terme	402	404
<b>Dette nette</b>	<b>6 577</b>	<b>6 959</b>

**Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration** Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. Notre indication à long terme pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit.

**Ratio dette nette/total des capitaux investis** Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure du capital de TELUS.

**Montant net des charges d'intérêts** Coûts de financement avant les profits liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun profit lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes comptabilisées relativement au remboursement par anticipation de titres de créance sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts présenté pour 2012 et 2011 est égal aux coûts de financement présentés.

**Total des capitaux investis – valeur comptable** Cette mesure est définie et calculée comme suit :

**Calcul du total des capitaux investis**

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2012	2011
Dette nette	6 577	6 959
Capitaux propres	7 686	7 513
Déduire : cumul des autres éléments du résultat global	(40)	(11)
<b>Total des capitaux investis – Valeur comptable</b>	<b>14 223</b>	<b>14 461</b>

# Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Exercices	
	2012	2011	2012	2011
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>				
Services	2 598 \$	2 447 \$	10 079 \$	9 606 \$
Équipement	236	216	773	719
	2 834	2 663	10 852	10 325
Autres produits opérationnels	17	27	69	72
	2 851	2 690	10 921	10 397
<b>CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>				
Achat de biens et services	1 330	1 316	4 820	4 726
Charge au titre des avantages du personnel	574	500	2 129	1 893
Amortissement des immobilisations corporelles	373	342	1 422	1 331
Amortissement des immobilisations incorporelles	105	139	443	479
	2 382	2 297	8 814	8 429
<b>BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL</b>	469	393	2 107	1 968
Coûts de financement	86	87	332	377
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔT</b>	383	306	1 775	1 591
Impôt sur le résultat	92	69	457	376
<b>BÉNÉFICE NET</b>	291	237	1 318	1 215
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>				
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	1	(3)	(4)	6
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	2	2	—	4
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	22	—	33	—
	25	(1)	29	10
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>				
Écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel	(482)	(408)	(400)	(851)
	(457)	(409)	(371)	(841)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(166) \$</b>	<b>(172) \$</b>	<b>947 \$</b>	<b>374 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	291 \$	246 \$	1 318 \$	1 219 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(9)	—	(4)
	291 \$	237 \$	1 318 \$	1 215 \$
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	(166) \$	(163) \$	947 \$	378 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(9)	—	(4)
	(166) \$	(172) \$	947 \$	374 \$
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>				
De base	0,89 \$	0,76 \$	4,05 \$	3,76 \$
Dilué	0,89 \$	0,75 \$	4,03 \$	3,74 \$
<b>DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>	0,64 \$	0,58 \$	2,44 \$	2,205 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION</b>				
De base	326	325	326	324
Dilué	328	327	327	326

# États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(non audité)

Aux 31 décembre (en millions)

	2012	2011
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	107 \$	46 \$
Débiteurs	1 541	1 428
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	25	66
Stocks	350	353
Charges payées d'avance	178	144
Actifs dérivés	9	14
	<b>2 210</b>	<b>2 051</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles, montant net	8 165	7 964
Immobilisations incorporelles, montant net	6 181	6 153
Goodwill, montant net	3 702	3 661
Coentreprise immobilière	11	—
Autres actifs non courants	118	81
Placements	58	21
	<b>18 235</b>	<b>17 880</b>
	<b>20 445 \$</b>	<b>19 931 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts à court terme	402 \$	404 \$
Créditeurs et charges à payer	1 511	1 419
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	102	25
Dividendes à payer	208	188
Facturation par anticipation et dépôts de clients	703	655
Provisions	49	88
Tranche à court terme de la dette à long terme	545	1 066
	<b>3 520</b>	<b>3 845</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions	222	122
Dette à long terme	5 711	5 508
Autres passifs non courants	1 682	1 343
Impôt sur le résultat différé	1 624	1 600
	<b>9 239</b>	<b>8 573</b>
<b>Passif</b>	<b>12 759</b>	<b>12 418</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 686	7 513
	<b>20 445 \$</b>	<b>19 931 \$</b>

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 31 décembre (en millions)	Trimestres		Exercices	
	2012	2011	2012	2011
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Bénéfice net	291 \$	237 \$	1 318 \$	1 215 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités opérationnelles :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	478	481	1 865	1 810
Impôt sur le résultat différé	167	(52)	163	205
Rémunération fondée sur des actions	(20)	(20)	9	(12)
Montant net des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel	(3)	(8)	(10)	(32)
Cotisations de l'employeur aux régimes de retraite à prestations définies du personnel	(28)	(35)	(173)	(298)
Profit résultant de la réévaluation de la participation de 51 % dans Transactel (Barbados) Inc.	—	(1)	—	(17)
Autres	2	(24)	(5)	(66)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	(184)	164	52	(255)
Entrées liées aux activités opérationnelles	703	742	3 219	2 550
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Paievements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(487)	(522)	(1 950)	(1 867)
Paievements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	(5)	(22)	(53)	(101)
Avances et apports à la coentreprise immobilière	(6)	—	(73)	—
Sommes reçues de la coentreprise immobilière	—	—	47	—
Produit des cessions	—	—	20	—
Autres	(16)	(4)	(49)	—
Sorties liées aux activités d'investissement	(514)	(548)	(2 058)	(1 968)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Émission d'actions sans droit de vote	1	5	1	24
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	(199)	(179)	(774)	(642)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	(1)	(35)	(2)	4
Émission de titres de créance à long terme	2 364	958	5 988	4 068
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 288)	(953)	(6 309)	(3 946)
Acquisition d'une participation supplémentaire dans une filiale auprès de détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	(51)
Dividendes versés par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle et autres	(4)	—	(4)	(10)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(127)	(204)	(1 100)	(553)
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	62	(10)	61	29
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	45	56	46	17
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	107 \$	46 \$	107 \$	46 \$
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE</b>				
Intérêts (versés)	(109) \$	(110) \$	(337) \$	(378) \$
Intérêts reçus	1 \$	1 \$	13 \$	1 \$
Impôt sur le résultat (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payé), montant net	(13) \$	9 \$	(150) \$	(150) \$

Trimestres clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	
<b>Produits opérationnels</b>									
Produits externes	1 533 \$	1 424 \$	1 318 \$	1 266 \$	— \$	— \$	2 851 \$	2 690 \$	
Produits intersectoriels	11	9	43	42	(54)	(51)	—	—	
	<b>1 544 \$</b>	<b>1 433 \$</b>	<b>1 361 \$</b>	<b>1 308 \$</b>	<b>(54) \$</b>	<b>(51) \$</b>	<b>2 851 \$</b>	<b>2 690 \$</b>	
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>569 \$</b>	<b>500 \$</b>	<b>378 \$</b>	<b>374 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>947 \$</b>	<b>874 \$</b>	
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre <sup>2</sup>	191 \$	168 \$	330 \$	344 \$	— \$	— \$	521 \$	512 \$	
<b>BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre</b>	<b>378 \$</b>	<b>332 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>426 \$</b>	<b>362 \$</b>	
							<b>Produits opérationnels</b>	<b>2 851 \$</b>	<b>2 690 \$</b>
							Achat de biens et services	<b>1 330</b>	1 316
							Charge au titre des avantages du personnel	<b>574</b>	500
							<b>BAIIA</b>	<b>947</b>	874
							Amortissement des immobilisations corporelles	<b>373</b>	342
							Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>105</b>	139
							<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>469</b>	393
							Coûts de financement	<b>86</b>	87
							<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>383 \$</b>	<b>306 \$</b>

Exercices clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	
<b>Produits opérationnels</b>									
Produits externes	5 845 \$	5 462 \$	5 076 \$	4 935 \$	— \$	— \$	10 921 \$	10 397 \$	
Produits intersectoriels	41	38	170	164	(211)	(202)	—	—	
	<b>5 886 \$</b>	<b>5 500 \$</b>	<b>5 246 \$</b>	<b>5 099 \$</b>	<b>(211) \$</b>	<b>(202) \$</b>	<b>10 921 \$</b>	<b>10 397 \$</b>	
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>2 467 \$</b>	<b>2 186 \$</b>	<b>1 505 \$</b>	<b>1 592 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>3 972 \$</b>	<b>3 778 \$</b>	
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre <sup>2</sup>	711 \$	508 \$	1 270 \$	1 339 \$	— \$	— \$	1 981 \$	1 847 \$	
<b>BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre</b>	<b>1 756 \$</b>	<b>1 678 \$</b>	<b>235 \$</b>	<b>253 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 991 \$</b>	<b>1 931 \$</b>	
							<b>Produits opérationnels</b>	<b>10 921 \$</b>	<b>10 397 \$</b>
							Achat de biens et services	<b>4 820</b>	4 726
							Charge au titre des avantages du personnel	<b>2 129</b>	1 893
							<b>BAIIA</b>	<b>3 972</b>	3 778
							Amortissement des immobilisations corporelles	<b>1 422</b>	1 331
							Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>443</b>	479
							<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>2 107</b>	1 968
							Coûts de financement	<b>332</b>	377
							<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 775 \$</b>	<b>1 591 \$</b>

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits opérationnels diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle nous avons recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



# Communiqué

## TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de soixante-quatre cents 0,64 \$ canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de soixante-quatre cents 0,64 \$ canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1<sup>er</sup> avril 2013 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2013.

Par ordre du conseil

Monique Mercier  
Chef des services juridiques et secrétaire générale

Vancouver, Colombie-Britannique  
Le 13 février 2013

Renseignements: Relations avec les investisseurs  
1-800-667-4871  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)